

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 13 mai 1982, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "attribuant compétence pénale aux juridictions du travail en matière d'infractions aux lois réglant le droit du travail et le droit à la sécurité sociale", et en ayant délibéré dans ses séances des 13 octobre, 20 octobre, 27 octobre, 3 novembre, 17 novembre, 1er décembre, 8 décembre 1982 et 21 novembre 1983, a donné le 21 novembre 1983 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 13e mei 1982 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "houdende toekenning van strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidsgerechten voor overtredingen van de wetten tot regeling van het arbeidsrecht en het sociale-zekerheidsrecht", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 13 oktober, 20 oktober, 27 oktober, 3 november, 17 november, 1ste december, 8 december 1982 en 21 november 1983, en op 21 november 1983 het volgende advies gegeven :

L'objet de la proposition de loi est d'attribuer aux juridictions du travail une compétence répressive à l'égard des infractions en matière de droit du travail et de droit de la sécurité sociale.

Le principe même de pareille attribution de compétence pose un problème de conformité à la Constitution (I).

L'organisation des juridictions du travail, dans l'hypothèse où elles se verraient confier cette compétence, et, spécialement, la composition du siège lorsqu'elles seraient appelées à l'exercer, conditionnent d'ailleurs l'appréciation qu'il y a lieu de porter sur la constitutionnalité de cet élargissement des attributions des juridictions du travail (II).

Il en est de même des termes dans lesquels sera définie cette compétence nouvelle et, surtout, de l'étendue qui lui sera donnée. En outre, cette définition de compétence doit être conçue en des termes suffisamment clairs et précis que pour éviter, dans toute la mesure du possible, les conflits de compétence qu'inévitablement, par son objet même, la proposition de loi risque d'engendrer.

Si la proposition doit être comprise comme visant aussi la compétence en matière de crimes, d'autres problèmes, notamment d'ordre constitutionnel, se posent, qui paraissent n'avoir pas été envisagés par les auteurs de la proposition (III).

.../...

Enfin, sur d'autres questions d'organisation judiciaire (IV) et de procédure (V), la proposition de loi appelle aussi un certain nombre d'observations générales.

En raison des aménagements qui devraient être apportés à la proposition pour répondre à l'ensemble de ces observations, il a paru superflu de procéder à un examen détaillé, article par article, (à l'occasion duquel un grand nombre d'observations particulières, de fond et de forme, auraient certainement dû encore être formulées).

I. La constitutionnalité de l'attribution d'une compétence pénale aux juridictions du travail.

L'article 105 de la Constitution dispose :

"Des lois particulières règlent l'organisation des tribunaux militaires, leurs attributions, les droits et obligations des membres de ces tribunaux et la durée de leurs fonctions.

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Elle règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers.

La loi règle aussi l'organisation des juridictions du travail, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers".

Les deux premiers alinéas appartiennent au texte de la Constitution tel qu'il fut promulgué le 7 février 1831. Ils sont demeurés inchangés depuis lors.

.../...

Le troisième alinéa a été ajouté par la révision du 21 avril 1970. Les Chambres avaient déclaré, le 28 février 1968, et le Roi, le 1er mars 1968, qu'il y avait lieu à révision "de l'article 105 de la Constitution, par l'adjonction d'une disposition relative aux juridictions du travail".

Ce texte habilite le législateur à déterminer les attributions, c'est-à-dire notamment les compétences matérielles des juridictions du travail. La formule utilisée par le constituant est tout à fait générale. Il va de soi que le pouvoir ainsi conféré au législateur n'est pourtant pas illimité. Non seulement le législateur doit respecter les quelques dispositions constitutionnelles qui définissent certaines attributions juridictionnelles (articles 90, 95, 98, 106, 107ter, 116 et 134), mais encore ne peut-il donner aux juridictions du travail des compétences qui seraient sans rapport avec la notion de "juridiction du travail" telle qu'elle était conçue par le constituant de 1970, et dont l'attribution à ces juridictions porterait atteinte à la nature que ce constituant leur reconnaissait, fût-ce implicitement.

Il convient donc d'examiner si l'attribution aux cours et aux tribunaux du travail, d'une compétence pénale, quelle que soit l'étendue de cette compétence (1), est nécessairement inconciliable avec leur nature de juridictions du travail.

.../...

(1) Cette question - celle de l'étendue exacte de la compétence pénale qui serait attribuée aux juridictions du travail - sera examinée ci-dessous sous le III.

Dans l'examen de cette question, on ne préjugera pas de la composition des juridictions du travail et de l'incidence qu'elle pourrait avoir sur la constitutionnalité de l'attribution d'une compétence en matière pénale (1).

On relèvera tout d'abord que l'alinéa 3 de l'article 105 de la Constitution présente, dans sa rédaction, une ressemblance frappante avec les deux premiers alinéas, qui datent de 1831. Le constituant de 1970 s'est borné, pour les juridictions du travail, à recopier littéralement, dans sa totalité, le texte même de l'alinéa 2, inchangé depuis l'origine.

Une identité à ce point totale des alinéas 2 et 3 est manifestement intentionnelle, traduit une identité de portée et conduit à une identité d'interprétation. Il est, par conséquent, logique de rechercher des éléments d'interprétation de l'alinéa 3 dans des sources relatives à l'alinéa 2. Cette démarche est d'autant plus justifiée que, comme on le verra, les travaux préparatoires de l'article 105, alinéa 3, apportent peu de lumière sur les intentions du constituant de 1970.

Les tribunaux de commerce, créés au moyen âge et qui se sont développés jusqu'à nos jours, ont répondu à la nécessité de régler les contestations entre marchands ou pour faits de commerce, soumis à des usages et à un droit propre, expliquant leur composition particulière. Ce caractère séculaire a été rappelé maintes fois (2).

.../...

(1) Cette question de la composition de la Cour et du tribunal du travail et de son incidence sur la constitutionnalité de l'attribution, à ces juridictions, d'une compétence pénale sera examinée ci-dessous sous le II.

(2) Voy. par exemple les déclarations de MM. de VLEESCHAUWER et du BUS de WARNAFFE contre une proposition de M. M.-A. PIERSON de réviser l'article 105, alinéa 2, de la Constitution, pour permettre éventuellement leur suppression, proposition qui, repoussée déjà en commission, fut rejetée (Ann. parl. Chambre, 27 octobre 1953, pp. 13 à 16).

Ils existaient en Belgique en 1830, mais il avait été question, aux Pays-Bas, peu avant la révolution de 1830, de les supprimer. Réagissant contre pareil projet, les constituants de 1831 ont certainement voulu en imposer le maintien au législateur. Le projet de texte de la section centrale fut même amendé en ce sens ("Il y a des tribunaux de commerce ...") lors de la discussion du projet (1).

S'agissant de contestation entre commerçants ou pour faits de commerce, donc entre individus, il n'est certainement pas entré dans la volonté du constituant de 1831 de permettre à la loi de placer dans les attributions de ces tribunaux une compétence en matière pénale. L'on n'a pas trouvé d'auteur qui, depuis 1831, en ait soutenu la possibilité.

Les conseils de prud'hommes furent consacrés par la législation napoléonienne, et plusieurs furent institués en Belgique de 1831 à 1842.

Depuis la loi du 9 avril 1842 (2), ils furent envisagés comme des tribunaux de commerce et consacrés comme tels par de nombreuses lois successives, à propos desquelles la question de leur constitutionnalité ne fut plus évoquée par le législateur.

Dans la discussion d'une proposition de M. MAJOR tendant à la révision de l'article 105 de la Constitution pour y instituer une juridiction du travail, dont certains auteurs mettaient en doute, disait-il, la constitutionnalité (3), le

.../...

(1) E. HUYTENS, Discussions du Congrès National de Belgique, t. II, pp. 264-265; VAN OVERLOOP, Exposé des motifs de la Constitution belge par un docteur en droit, pp. 640-641.

(2) Pasinomie, 1842, pp. 112 et 113.

(3) Ann. parl. Chambre, 27 octobre 1953, p. 15, col. 2.

rapporteur M. DE SCHRIJVER voulut réfuter immédiatement cette dernière assertion en invoquant la déclaration de M. RAIKEM (qui fut rapporteur de la section centrale qui s'occupa précisément de l'article 105 et de son amendement en 1831) faite le 21 mars 1842, pendant la discussion de la loi précitée de 1842, et en déclarant que les conseils de prud'hommes sont en fait considérés comme des tribunaux de commerce au sens de l'article 105 de la Constitution (1).

Dans son avis sur le projet de Code judiciaire, la section de législation du Conseil d'Etat relevait "que les conseils de prud'hommes, créés par la loi du 9 avril 1842, n'ont été reconnus constitutionnels que parce qu'ils furent considérés comme des tribunaux de commerce d'un genre spécial ... (voir, à ce sujet, les travaux préparatoires et spécialement le rapport de la section centrale, au Moniteur belge des 26 février et 7 mars 1842)" (2).

Le Commissaire royal à la réforme judiciaire considérait cette interprétation comme acquise et n'étant pas à remettre en question, quoiqu'il ne fût pas convaincu. Il ajoutait qu'en tous cas, il ne pouvait être question de leur attribuer une compétence en matière pénale (3).

.../...

(1) Ann. parl. Chambre, 27 octobre 1953, p. 15, col. 1, in fine.

(2) Doc. parl. Sénat 1963-1964, n° 60, p. 59.

(4) Idem., p. 66, al. 2.

Comme il subsistait certaines critiques sur la constitutionnalité des conseils de prud'hommes, et eu égard au projet en cours de Code judiciaire en matière de juridiction du travail, le pouvoir législatif adopta finalement, en 1965, une déclaration de révision de l'article 105 de la Constitution. C'est cette déclaration qui fut répétée en 1968 et qui permit, en 1970, l'addition de l'alinéa 3 de l'article 105.

On soulignera que, lorsque furent faites les déclarations de révision de 1965, les conseils de prud'hommes, comme les tribunaux de commerce auxquels ils étaient assimilés depuis un siècle et demi, voyaient leurs attributions limitées à des contestations entre individus, relatives au travail. L'objet précis de ces contestations était défini par la loi; les dispositions circonscrivant la compétence des conseils de prud'hommes furent d'ailleurs modifiées à plusieurs reprises par des lois successives, de même que la notion d'acte de commerce, caractéristique de la compétence des tribunaux de commerce, vit changer son contenu plus d'une fois par l'effet de lois modifiant le Code de commerce.

Or, la révision de l'article 105 en 1970 ne devait en elle-même apporter aucun changement à la compétence des juridictions du travail.

Reprenant les termes d'un projet de rapport fait par M. le Sénateur VERMEYLEN, le rapport fait par M. ROMBAUT, au nom de la Commission de révision du Sénat, s'exprime en ces termes :

"Il résulte de ce qui précède que l'objet de la révision éventuelle de l'article 105 est limité : il ne s'agit que d'une "constitutionnalisation" des juridictions du travail qui existent en fait depuis 1842, sans qu'un texte constitutionnel en ait prévu explicitement la création.

.../...

Compte tenu des dispositions que contient le texte actuel de l'article 105, et auxquelles la déclaration de révision ne permet pas de toucher, il faudra, sans doute, se borner à y ajouter, en ce qui concerne les juridictions du travail, une disposition semblable à celle que comporte déjà l'alinéa 2 à l'égard des juridictions commerciales"(1).

D'où le texte actuel.

Le rapport fait à la Chambre par M. MATTHYS reprend exactement ce que disait le rapport de M. ROMBAUT (2).

Le texte ne fit l'objet d'aucune discussion ni au Sénat ni à la Chambre. Au Sénat, cependant, le rapporteur M. ROMBAUT fit valoir que "maintenant que le nouveau Code judiciaire a réformé les juridictions du travail et en a fait de véritables cours et tribunaux ayant une compétence élargie", il était incontestable que l'article 105 de la Constitution devait être complété (3).

Ainsi qu'on le voit, la portée de la révision a uniquement été de consacrer explicitement la constitutionnalité des juridictions du travail, que les lois successives avaient admise pendant un siècle et demi, et d'en imposer l'existence au législateur, de la même manière qu'il avait fait en 1831, par un texte identique, pour les tribunaux de commerce. C'est uniquement en cela que consiste la "constitutionnalisation".

.../...

(1) Doc. parl. Sénat, 1968-1969, n° 37, p. 2.

(2) Doc. parl. Chambre, 1969-1970, n° 10 (session extraordinaire 1968) - 8/2°

(3) Ann. parl. Sénat, 17 juin 1969, p. 1625.

Nulle part dans les travaux préparatoires de la révision de 1970 (ni même dans les travaux préparatoires des déclarations de révision de 1970), il n'est fait la moindre allusion ne fût-ce qu'à une possibilité d'attribuer aux juridictions du travail une compétence quelconque en matière pénale.

Pourtant, plusieurs propositions de loi attribuant une compétence répressive aux conseils de prud'hommes avaient été déposées : le 17 juin 1954 par M. MAJOR (1), le 20 mars 1956 par MM. TAHON et MERCHIER (2), le 7 juillet 1959 à nouveau par M. MAJOR (3). Celui-ci ne reprit pourtant plus cette attribution de compétence répressive dans une proposition du 12 juillet 1961 instituant des juridictions du travail (4).

.../...

-
- (1) Doc. parl. Chambre, session extraordinaire 1954, n° 86/1.
 - (2) Doc. parl. Chambre, 1955-1956, n° 474/1.
 - (3) Doc. parl. Chambre, 1958-1959, n° 316/1.
 - (4) Doc. parl. Chambre, session extraordinaire 1961, n° 125/1.
L'article 19, 18°, attribue seulement aux juridictions du travail la compétence de juger "toutes les actions civiles résultant des infractions aux lois et arrêtés dont l'application est de leur ressort".

Ces propositions fondaient leur constitutionnalité, à cet égard, sur l'article 105, alinéa 2, relatif aux tribunaux de commerce (auxquels les conseils de prud'hommes étaient assimilés) pour le motif qu'il charge la loi de régler "leurs attributions". Ce même argument de texte (devenu article 105, alinéa 3) est repris dans la proposition de loi déposée au Sénat le 27 mai 1979 (1) par Mme PETRY et M. GOOSSENS, comme dans celle qui est actuellement soumise au Conseil d'Etat. Leurs auteurs y ajoutent que, depuis 1970, les juridictions du travail font aussi partie du pouvoir judiciaire. Mais, quant à ce dernier argument, on a rappelé ci-dessus que les conseils de prud'hommes et les juridictions du travail faisaient déjà partie avant 1970 du pouvoir judiciaire, puisque conseils de prud'hommes et juridictions du travail étaient alors assimilés à des tribunaux de commerce, eux-mêmes considérés comme une partie intégrante du pouvoir judiciaire.

Le silence des travaux parlementaires relatifs à l'alinéa 3 de l'article 105 de la Constitution concernant l'attribution d'une compétence pénale aux juridictions du travail, permet, à première vue, deux interprétations de cette disposition constitutionnelle.

Selon la première, ce silence doit s'interpréter comme un refus d'habiliter le législateur ordinaire à conférer toute attribution quelconque en matière répressive aux juridictions du travail. Ni celles-ci, ni leur antécédent les conseils de prud'hommes, ni les tribunaux de commerce auxquels les conseils de prud'hommes devaient être assimilés, n'avaient jamais reçu, jusqu'en 1970, une compétence de cette nature. Les tentatives formées pour leur en attribuer une n'avaient pas abouti;

.../...

(1) Doc. parl. Sénat, session extraordinaire 1979, n° 128/1.

des objections d'inconstitutionnalité avaient été formulées à leur rencontre, objections auxquelles les développements de ces propositions s'efforçaient de répondre comme on l'a vu. Selon une tradition plus que séculaire, ces juridictions ne connaissent que de contestations entre individus et, plus précisément, en ce qui concerne les juridictions prud'homales ou du travail, de contestations relatives au travail opposant deux personnes, à l'exclusion de toute compétence en matière répressive. Ce serait modifier profondément leur rôle que de leur attribuer la compétence de connaître de certaines actions pénales. Toute action pénale, en effet, est mue par la société belge toute entière contre un individu et tend à faire appliquer à celui-ci une peine parce qu'il a commis une ou plusieurs infractions, c'est-à-dire des actes qui constituent, avant tout, des "faits pénaux", dont l'aspect commercial ou de relation de travail n'est pas seul à considérer, mais aussi l'ensemble des circonstances de fait dans lesquelles elles ont été commises, les antécédents et la personnalité des délinquants, ainsi que la gravité des faits de l'espèce au point de vue de l'importance de la peine à leur appliquer dans l'intérêt de la société pour laquelle l'action publique est soumise au juge (1).

Dans ces conditions, selon cette première manière de voir, il aurait fallu, pour mettre fin à une tradition plus que séculaire, selon laquelle ces juridictions ne connaissent pas des actions pénales une manifestation non équivoque de la volonté du constituant. Or, celui-ci, en adoptant un alinéa 3 de l'article 105 calqué sur l'alinéa 2 relatif aux tribunaux de commerce - pour limiter son objet à une simple constitutionnalisation non explicitée jusqu'alors -, a, au contraire, montré sa volonté de ne pas innover et le silence des travaux des Chambres constituantes sur une question qui avait déjà été soulevée auparavant devant ces mêmes assemblées, agissant comme organes du pouvoir législatif ordinaire, ne fait que confirmer que l'on n'entendait rien changer aux caractères des juridictions du travail en 1970 et que leurs attributions ne peuvent s'étendre à la matière de la répression pénale. .../...

(1) Mercuriale de M. le premier avocat général F. DUMON, du 1er septembre 1977, "Projets de réformes et fonction juridictionnelle", J.T., 1977, p. 537 et suiv., spéc. p. 539-540.

Cette première interprétation doit cependant être écartée. Ainsi qu'il a déjà été souligné, l'habilitation donnée au législateur ordinaire en ce qui concerne la définition des compétences des juridictions du travail, comme de celles des tribunaux de commerce, est tout à fait générale. Le texte lui-même ne comporte aucune limitation. La question n'est donc pas de savoir si l'attribution d'une compétence en matière répressive a été prévue ou même seulement envisagée par le constituant parmi les attributions qui seraient conférées aux juridictions du travail, mais si une telle attribution de compétence aura pour conséquence de changer la nature des juridictions du travail au point qu'elles ne répondraient plus à la notion de "juridictions du travail" telle qu'elle était conçue par le constituant de 1970. A cet égard, le silence des travaux préparatoires ne permet pas de conclure que ce constituant, s'il y avait songé, aurait considéré toute compétence pénale, quelle qu'elle fût, comme inconciliable avec la nature de juridiction du travail. Si ni dans le texte de l'article 105, alinéa 3, ni dans les discussions qui ont précédé son adoption, aucun élément n'autorise à penser que, pour le constituant de 1970, juridiction du travail et juridiction répressive étaient deux concepts entièrement étrangers l'un à l'autre, le pouvoir du législateur de fixer les attributions des juridictions du travail ne se trouve pas limité par une sorte d'interdiction de leur conférer une compétence dans le domaine pénal.

Au surplus, il convient de tenir compte de l'évolution des attributions des juridictions du travail au cours des dernières années, spécialement au cours des années qui ont précédé ou immédiatement suivi l'adoption de l'article 105, alinéa 3, de la Constitution. Le tribunal du travail créé par le Code judiciaire en 1967 n'est plus seulement chargé de trancher

.../...

des litiges entre individus. Il n'est plus seulement, comme l'était le conseil de prud'hommes, le juge des contestations entre l'employeur et le travailleur. Il est, en principe, le juge de tout le contentieux relevant du droit social. En particulier, il s'est vu attribuer, en 1967, tout le contentieux de la sécurité sociale, y compris les litiges des particuliers avec les organismes du secteur social et les litiges de ces organismes entre eux, qui ne peuvent assurément être assimilés à des litiges entre particuliers. En 1967 aussi, le tribunal du travail est reconnu compétent pour connaître "des contestations civiles résultant d'une infraction aux lois et arrêtés relatifs à la réglementation du travail et aux matières qui relèvent de la compétence du tribunal du travail" (article 578, 7°, du Code judiciaire). Sans doute s'agit-il d'actions civiles, mais leur fondement est juridiquement un "fait pénal", puisqu'il consiste dans une infraction à une loi assortie de sanctions pénales.

Certes, il est exact que le Code judiciaire s'est refusé à conférer quelque compétence pénale que ce soit au tribunal du travail et ceci par crainte du reproche d'inconstitutionnalité (1). Mais le problème se posait dans des termes quelque peu différents, puisque les juridictions du travail apparaissaient, du point de vue de la Constitution, comme une catégorie spéciale de tribunaux de commerce et que ceux-ci n'avaient jamais disposé et ne disposaient toujours pas, à cette époque, pas plus que maintenant d'ailleurs, d'une compétence quelconque en matière répressive. En outre et surtout, le problème de constitutionnalité a été envisagé en tenant compte de la composition ordinaire des juridictions sociales, ne comprenant pas exclusivement "des magistrats nommés à vie et jouissant du statut d'indépendance prévu et organisé par notre loi suprême" (2).

.../...

(1) Doc. parl. Sénat, 1963-1964, n° 60, p. 66.

(2) Ibidem. Le rapport du Commissaire royal cite ici A. MAST, "Le monopole juridictionnel du pouvoir judiciaire", J.T. 1946, p. 345.

La loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales a encore élargi la compétence des juridictions du travail. Elle leur a notamment donné compétence pour connaître "de l'application des sanctions administratives prévues par les lois et règlements visés aux articles 578 à 582 (du Code judiciaire) et par la loi relative aux amendes administratives" elle-même (article 19, modifiant l'article 583 du Code judiciaire). Sans doute cette loi est-elle postérieure à la révision de 1970, mais de peu et elle a été adoptée par les mêmes Chambres législatives qui ont voté l'alinéa 3 de l'article 105 de la Constitution (1). Par ailleurs, il est vrai aussi que les sanctions administratives doivent être distinguées des sanctions pénales, encore que certains aient considéré que cette distinction repose sur une fiction (2). Il n'empêche que, depuis la loi du 30 juin 1971, le tribunal du travail est compétent pour condamner certaines personnes à des amendes administratives pour des faits qui, selon les termes mêmes de l'article 1er de la loi, sont "également passibles de sanctions pénales". L'application d'une amende administrative est exclue dans le cas de poursuites pénales, mais l'acte qui justifie l'application d'une telle amende est une infraction qui pourrait, en principe, justifier tout aussi bien une poursuite pénale aboutissant à une condamnation à une amende pénale. Juridiquement, l'infraction qui peut ainsi entraîner soit une amende administrative, soit une sanction pénale, est un "fait pénal". Seule la nature de la sanction diffère: si les poursuites sont intentées par le

.../...

(1) Le projet de loi fut adressé au Conseil d'Etat pour avis le 29 octobre 1970 par le Ministre de l'Emploi et du Travail L. MAJOR.

(2) R. LEGROS, "A propos du projet de loi sur les amendes pénales", J.T.T., 1971, p. 99. Voyez aussi M. PATTE, "Droit social et droit pénal social", J.T.T., 1978, p. 37, spéc. p. 40.

ministère public devant une juridiction ordinaire, elle sera pénale; si l'auditeur du travail renonce à poursuivre, le fonctionnaire désigné par le Roi décide s'il y a lieu d'infliger une amende administrative, sous le contrôle du tribunal du travail.

La question examinée peut finalement être formulée dans les termes suivants : les juridictions du travail, dont la compétence, depuis 1842 (1), s'est sensiblement élargie, au point de comporter aujourd'hui le pouvoir de constater dans le chef d'un employeur l'existence d'une infraction pénale et de la sanctionner par une amende administrative, pourraient-elles aujourd'hui se voir attribuer par la loi le pouvoir d'infliger, en raison des mêmes infractions, des sanctions pénales ?

A la question ainsi posée, le Conseil d'Etat répond qu'il n'est pas possible d'affirmer que l'attribution aux juridictions du travail d'une compétence en matière pénale dépasserait l'habilitation donnée au législateur par l'article 105, alinéa 3, de la Constitution, parce que pareille attribution de compétence dénaturerait les juridictions

.../...

- (1) On notera qu'en 1842, les prud'hommes se sont vu confier une compétence dite "disciplinaire" fort apparentée à une compétence pénale, puisqu'elle permettait à ces juridictions de condamner à des peines allant jusqu'à trois jours de mise aux arrêts. Dans le projet initial du Gouvernement, il s'agissait même de trois jours de prison, ce qui fut considéré comme compatible avec la Constitution par la majorité de la commission de la Chambre; c'est le Ministre de l'Intérieur qui amenda lui-même son projet pour éviter toute contestation possible.

du travail. Ce qui a sans doute beaucoup contribué à faire admettre que les juridictions du travail ne pouvaient exercer de compétence en matière répressive, c'est leur composition traditionnelle, qui y fait siéger des juges sociaux dont l'indépendance n'est pas garantie comme celle des juges dont la nomination est réglée par les articles 99 et 100 de la Constitution. Mais cet aspect de la question sera examiné ci-dessous sous le III.

Une dernière observation confirme que le texte de la Constitution ne fait pas obstacle à toute attribution d'une compétence pénale aux juridictions du travail. A supposer même que le constituant de 1970 doive être considéré comme n'ayant pas entendu habiliter le législateur ordinaire à conférer une compétence en matière répressive aux juridictions du travail, s'il voulait aujourd'hui lui donner cette habilitation, l'alinéa 3 de l'article 105 de la Constitution ne devrait pas subir le moindre changement. On peut donc conclure que le silence des documents et des annales parlementaires sur la question qui a été examinée, ne permet pas de savoir si les Chambres constituentes ont bien mesuré toute la portée du texte qu'elles ont adopté, mais que ce texte en lui-même est suffisamment clair pour lever tout doute quant au pouvoir du législateur d'attribuer éventuellement une compétence pénale aux juridictions du travail, pour autant que d'autres dispositions constitutionnelles ne s'y opposent pas.

.../...

II. La composition des juridictions du travail appelées à statuer en matière pénale.

Si, comme il vient d'être exposé, l'article 105 de la Constitution n'interdit pas et, par conséquent, permet que la loi attribue aux juridictions du travail une certaine compétence en matière répressive, cette même disposition constitutionnelle confère aussi au législateur ordinaire le pouvoir de régler "l'organisation" de ces juridictions, c'est-à-dire, notamment, de déterminer quelle sera la composition exacte des chambres du tribunal du travail et de la Cour du travail qui auront à statuer sur des poursuites pénales.

La proposition soumise au Conseil d'Etat prévoit, en son article 2 (modifiant l'article 81 du Code judiciaire), que, dans le cas où elle siège en matière pénale, la chambre du tribunal du travail ne comprend qu'un juge au tribunal du travail, qui n'est pas assisté de juges sociaux. Elle prévoit aussi, en son article 6 (modifiant l'article 104 du Code judiciaire), que "les appels des décisions des tribunaux du travail rendues en matière pénale sont soumis à une chambre composée de trois conseillers y compris le président"; aucun conseiller social n'est donc appelé, dans ce cas, à siéger à la Cour du travail.

Une telle composition représente une innovation par rapport à la composition actuelle des chambres tant de la Cour que du tribunal du travail. Dans l'état actuel de la législation, en effet, c'est-à-dire suivant les articles 81 et 104 du Code judiciaire, toute chambre du tribunal du travail compte un, deux ou quatre juges sociaux, toute chambre de la Cour du travail, un, deux ou quatre conseillers sociaux. Toutefois, le président du tribunal du travail peut statuer au provisoire dans les cas dont il reconnaît l'urgence, dans les matières qui sont de la compétence du tribunal qu'il préside (article 584 du Code judiciaire); or, on sait que le président n'est pas un juge social, mais un juge au tribunal du travail (article 82 du Code judiciaire), c'est-à-dire un juge professionnel, nommé à vie

.../...

et qui ne peut être destitué que par la Cour de cassation (voir articles 197 et 409 et suiv. du Code judiciaire).

L'article 105 de la Constitution se réfère aux "juridictions du travail". Mais ni cette disposition ni aucune autre disposition constitutionnelle ne déterminent leur composition, ni même n'affirment qu'elles doivent comporter des assesseurs juges ou conseillers sociaux. L'article 105, en réservant au législateur "l'organisation" des juridictions du travail, sans autre précision, a laissé toute liberté au législateur pour fixer la manière dont sera constitué leur siège et, en particulier, n'a pas interdit que, dans certains cas, le tribunal du travail ne comporte pas de juges sociaux ou la Cour du travail de conseillers sociaux. L'attribution d'une compétence de référé au seul président du tribunal du travail constitue, à cet égard, un précédent.

La composition du tribunal et de la Cour du travail dans le cas où ces juridictions siègeraient en matière pénale, telle qu'elle est déterminée par les articles 2 et 6 de la proposition soumise à l'examen du Conseil d'Etat, ne suscite donc pas d'objection quant à sa conformité à l'article 105 de la Constitution. Elle n'en suscite pas davantage du point de vue de sa conformité à d'autres dispositions constitutionnelles.

Mais les développements de la proposition présentent cette composition du tribunal du travail et de la Cour du travail siégeant en matière pénale comme une solution "qui pourrait être adoptée transitoirement pour cinq ans". Répondant manifestement à cette intention, l'article 66 de la proposition prévoit que "les articles 81, 100 et 104 du Code judiciaire tels que modifiés par les articles 2, 5 et 6 de la présente loi s'appliqueront à titre transitoire pour une durée de cinq ans à dater de la présente loi". Ainsi, selon les vues des auteurs de la proposition, cinq ans après

.../...

l'entrée en vigueur de loi (à moins que ce ne soit après sa promulgation, le texte manquant, à cet égard, de précision), la composition des juridictions du travail siégeant en matière pénale, telle qu'elle résulte de la modification apportée aux articles 81 et 104 du Code judiciaire par les articles 2 et 6 de la proposition, sera abolie, et la possibilité pour le Roi de désigner un juge d'instruction au tribunal de première instance pour remplir "auprès de la chambre du conseil du tribunal du travail" des fonctions analogues à celles qu'il remplit auprès du tribunal de première instance siégeant en matière correctionnelle (article 100 du Code judiciaire, modifié par l'article 5 de la proposition) sera supprimée.

Les auteurs de la proposition ont probablement voulu prendre dès à présent les dispositions nécessaires pour qu'après la période "transitoire" de cinq ans, le tribunal du travail et la Cour du travail siègent, en matière pénale, avec la participation de juges et de conseillers sociaux. Tel ne pourrait cependant pas être l'effet de l'article 66 de la proposition et de l'expiration du délai de cinq ans. Tout d'abord, l'article 66 laisse subsister, même après le délai de cinq ans, l'article 4 de la même proposition, qui remplace l'article 94 du Code judiciaire par une disposition qui permet que "la chambre du conseil du tribunal siégeant en matière correctionnelle" soit composée d'un seul juge, sans indiquer d'ailleurs s'il s'agit d'un juge social ou d'un juge au tribunal du travail. Ensuite et surtout, les articles 81 et 104 du Code judiciaire, dans leur texte actuel, qui se trouverait automatiquement rétabli après cinq ans, précisent la compo-

.../...

sition du tribunal et de la Cour du travail et spécialement le "titre" auquel les magistrats sociaux doivent avoir été nommés et ceci en fonction des diverses compétences fixées à l'article 578, 1° à 8°, du Code judiciaire. Comme la compétence des juridictions du travail en matière pénale serait déterminée par l'article 578, 9°, du Code judiciaire (article 10, 2°, de la proposition de loi), la composition du tribunal et de la Cour du travail siégeant en matière pénale demeurerait indéterminée. En d'autres termes, il ne serait plus possible de composer régulièrement la juridiction compétente pour la répression des infractions en matière de droit du travail ou de droit de la sécurité sociale. Même la composition des juridictions déjà saisies, mais qui ne se seraient pas encore prononcées sur les poursuites entreprises devant elles, ne pourrait plus être considérée comme régulière.

Si les auteurs de la proposition devaient, en considération de l'observation qui précède, amender leur proposition en prévoyant la présence de magistrats sociaux bien déterminés au sein des juridictions du travail siégeant en matière pénale, une question essentielle viendrait à se poser du point de vue du respect de la Constitution. Il faudrait, en effet, se demander alors si des tribunaux comportant des magistrats

.../...

non professionnels, nommés pour un terme de trois ans (article 202 du Code judiciaire), peuvent se voir attribuer une compétence en matière répressive.

Sans doute pourrait-on soutenir que le pouvoir d'organiser les juridictions du travail, qui a été reconnu au législateur par l'article 105 de la Constitution, comporte le pouvoir de composer ces juridictions comme il l'entend, éventuellement même en instituant des chambres comptant des assesseurs juges sociaux ou des conseillers sociaux, ceci alors même que lesdites chambres doivent se prononcer sur des poursuites pénales. Un argument supplémentaire pourrait être trouvé dans l'article 105, alinéa 1er, lequel s'exprime, à l'égard des juridictions militaires (dont la compétence est essentiellement pénale et dont la composition inclut, dans le siège, des magistrats militaires qui ne sont ni professionnels, ni nommés à vie), dans des termes qui paraissent avoir servi de modèle au constituant de 1970 lorsqu'il a adopté l'alinéa 3 relatif aux juridictions du travail.

Pourtant, les auteurs semblent généralement d'avis que, sauf en ce qui concerne les juridictions militaires, le jugement des affaires pénales relève de la compétence exclusive des juges ordinaires. Ainsi, le professeur André MAST, après avoir rappelé que l'ar-

.../...

ticle 183 de la loi fondamentale du 24 août 1815 formulait expressément cette règle, expose que, malgré le silence, sur ce point, de la Constitution de 1831, il est généralement admis que seuls des juges nommés à vie sont constitutionnellement compétents pour rendre la justice dans des affaires pénales (1). Si le procureur général F. DUMON conteste la possibilité d'accorder aux juridictions du travail une compétence en matière répressive, c'est notamment, sinon essentiellement, parce que "deux des trois juges (qui) se prononceraient sur l'action publique ... ne sont pas inamovibles et ... n'ont ni le souci, ni les traditions, ni le statut d'indépendance qu'ont les juges voulus par la Constitution"(2). Le procureur général J. MATTHIJS, qui se prononce pourtant en faveur de l'attribution d'une compétence répressive aux juridictions du travail, se réfère à l'opinion du professeur MAST quant à la compétence exclusive des juges nommés à vie en matière pénale et recommande de ne confier une compétence pénale aux juridictions du travail que si elle doit être reconnue "à des juges uniques professionnels au sein des tribunaux du travail et à des chambres à trois

.../...

-
- (1) "Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk Recht", 6de opnieuw bewerkte en aangevulde uitgave, Story Scientia, Gent, 1981, n° 384, p. 426.
- (2) "Projets de réformes et fonction juridictionnelle", traduction du discours prononcé par M. le premier avocat général F. DUMON à l'audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, le 1er septembre 1977, J. T., 1977, p. 537 et suiv., spéc. p. 540.

magistrats professionnels dans les cours du travail" (1).

La justification de ces opinions qui, si elles présentent entre elles des nuances sensibles, concordent sur l'essentiel, se trouve dans un raisonnement qui rapproche plusieurs dispositions de la Constitution.

Il faut tout d'abord souligner que la répression des infractions à la législation et à la réglementation en matière sociale implique des condamnations qui atteignent les justiciables non seulement dans la considération dont ils jouissent, mais aussi dans leur patrimoine et - ce qui retiendra surtout notre attention - dans leur liberté individuelle la plus fondamentale, dans leur liberté personnelle ou liberté d'aller et de venir.

Cette liberté fondamentale est proclamée par l'article 7 de la Constitution. L'alinéa 3 de cet article de la Constitution garantit la liberté corporelle de chacun en prévoyant expressément qu'il ne peut y être porté atteinte par une arrestation "qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge". Or, le "juge", selon l'article 100 de la Constitution, est nommé à vie, c'est un magistrat inamovible, appartenant à l'ordre judiciaire. Dès lors, si seul un juge au sens constitutionnel du terme, peut priver momentanément un individu de sa liberté personnelle pour les besoins d'une instruction répressive, comment le même individu pourrait-il être privé de sa liberté pour une durée plus ou moins longue par une condamnation pénale qui n'émanerait pas elle-même d'un ou plusieurs juges nommés à vie, c'est-à-dire présentant cette garantie essentielle d'indépendance

.../...

(1) "Les juridictions du travail et l'action publique du chef d'infraction à la législation sociale", traduction de la mercuriale prononcée le 2 septembre 1976 devant la Cour du travail de Gand, J.T.T., 1977, p. 266 et suiv., spéc. p. 272, texte néerlandais de cette mercuriale dans le Rechtsk. Weekbl., 1977, col. 1537 et suiv., spéc. col. 1568.

que procure l'inaMOVibilité ? C'est sur ce raisonnement que le professeur MAST (1) se fonde pour affirmer que seul un juge professionnel et inamovible peut prononcer une condamnation en matière pénale. Il est certain que les garanties d'indépendance des juges auxquelles le constituant a manifestement attaché une grande importance (voir articles 99, 100, 102, 103), se justifient tout particulièrement pour assurer une protection efficace de la liberté individuelle.

On a parfois objecté que "notre Constitution dispose que les infractions les plus graves sont soumises à des juges qui ne bénéficient pas de l'inaMOVibilité (le jury d'assises)" (2). Mais c'est oublier que le jury, n'étant pas nommé mais tiré au sort, n'est aucunement exposé aux risques d'influences extérieures indues que peuvent faire courir des nominations accordées pour des termes relativement courts et indéfiniment renouvelables.

L'objection tirée de la compétence pénale des juridictions militaires (3) est sans doute plus sérieuse. Mais il faut observer que les membres militaires des conseils de guerre ne sont pas nommés parmi des candidats entre lesquels un choix serait possible, mais sont désignés par le président du conseil de guerre, à tour de rôle, parmi tous les officiers en activité de service,

.../...

(1) Loc. cit.

(2) U. DEPREZ, "Les juridictions du travail", in "A l'enseigne du droit social belge", Revue de l'U.L.B., 1978, pp. 230 et suiv., spéc. p. 255.

(3) U. DEPREZ, loc. cit.

selon un ordre qui est strictement fonction de l'ancienneté (titre II du Code de procédure pénale militaire, articles 47 et suiv.). A la cour militaire, les officiers qui entrent dans la composition des diverses chambres sont désignés par un tirage au sort auquel procède le président. La désignation pour un terme limité ne saurait donc ici, pas plus que pour les membres du jury, donner à l'autorité qui dispose de ce pouvoir de désignation, l'occasion d'influencer de quelque manière que ce soit le cours de la justice.

Il faut ajouter que les juridictions militaires, qui existent depuis toujours dans notre pays, comme dans bien d'autres Etats démocratiques, répondent à des besoins spécifiques de la discipline militaire, considérée comme essentielle à l'existence même d'une armée. Lorsque le constituant de 1831 a consacré leur existence par l'article 105, alinéa 1er, il n'ignorait pas leur statut et savait que leur compétence se situait essentiellement dans le domaine de la répression. Ainsi, l'article 105, alinéa 1er, se présente comme apportant une exception au principe de la compétence exclusive des juges inamovibles en matière pénale. On ne peut dire la même chose des juridictions du travail puisque au moment où elles ont été "constitutionnalisées", elles ne s'étaient vu reconnaître aucune compétence en matière pénale. Lorsqu'en 1970, le constituant a adopté l'article 105, alinéa 3, "nulle part, ni à aucun moment ce constituant ne s'est prononcé sur le point de savoir si les juridictions du travail peuvent ou non être chargées de l'action publique" (1).

La présence de juges sociaux ou de conseillers sociaux ayant voix délibérative au sein d'une juridiction appelée à se prononcer sur des poursuites répressives et à condamner éventuellement des prévenus à des peines privatives de liberté, serait donc contraire à un principe

(1) U. DEPREZ, op. cit. p. 255.

constitutionnel qui se déduit des articles 7, 100 et 105 de la Constitution. Il en serait de même de la présence de magistrats sociaux ayant seulement voix consultative : leur participation au délibéré dans le secret de la chambre du conseil et sans possibilité, pour la défense, d'apporter la contradiction, ne saurait s'analyser en une simple compétence consultative. Il est bien entendu exclu qu'ils expriment leur opinion publiquement et que la défense puisse critiquer le jugement rendu à titre consultatif par les juges assesseurs avant que ne soit rendu le jugement définitif du président.

Le jugement des affaires pénales par des juridictions du travail comportant des assesseurs magistrats sociaux paraît aussi exclue par l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cette disposition prévoit, en effet, que toute personne a droit à ce que sa cause, notamment en cas d'"accusation en matière pénale dirigée contre elle", soit entendue "équitablement" par "un tribunal indépendant et impartial". Elle prévoit, en outre, en faveur de "tout accusé", une série de garanties des droits de la défense et, en particulier, sous la forme d'une faculté d'interroger les témoins à charge et de faire convoquer les témoins à décharge, le principe dit "de l'égalité des armes".

Pour l'exercice des compétences actuelles des juridictions du travail, la composition de celles-ci assure, sous la présidence d'un magistrat professionnel et inamovible,

.../...

un équilibre entre des magistrats sociaux nommés au titre de travailleur ouvrier, de travailleur employé, de travailleur indépendant ou d'employeur. Cet équilibre se réalise différemment suivant la nature du litige à trancher. Il résulte généralement du caractère "paritaire" du siège qui comprend autant de juges nommés au titre d'employeur que de juges nommés au titre de salarié, ce qui, dans des litiges qui opposent des employeurs à des travailleurs, doit avoir pour conséquence qu'aucune des deux parties ne peut se considérer ni comme privilégiée, ni comme désavantagée par rapport à l'autre. Le législateur a visé à "assurer la représentation paritaire des intérêts en cause" (1). Lorsque les intérêts en cause n'opposent pas travailleur et employeur, l'équilibre est recherché dans d'autres voies, par exemple en entourant le président de la chambre d'un travailleur indépendant et d'un juge au tribunal du travail lorsque le litige met en présence un travailleur indépendant et un organisme d'assurance maladie-invalidité ou une caisse d'assurances sociales, c'est-à-dire lorsque la contestation concerne l'intérêt particulier d'un travailleur indépendant, d'une part, et l'intérêt général du système de sécurité sociale des travailleurs indépendants, d'autre part.

Dans le cas d'une action répressive, on voit mal comment assurer l'équilibre entre les magistrats sociaux. Tout le corps social a intérêt à la répression; c'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle le ministère public intervient nécessairement comme partie principale dans toute affaire pénale.

.../...

(1) A. FETTWEIS, "Les institutions judiciaires et la compétence", in "Le Code judiciaire, Travaux de la Faculté de droit de Namur", Namur, Bruxelles, 1969, pp. 49 et s., spéc. p. 55.

Formulant des "Réflexions sur la réforme des juridictions du travail" (1), Cyrille DE SWAEF se prononce en faveur de l'extension de la compétence des tribunaux du travail à la matière pénale et se déclare "convaincu qu'à l'égard des infractions commises par des employeurs, ce seraient les assesseurs-employeurs et non les assesseurs-travailleurs, qui se montreraient les plus sévères. Et inversement". Mais il est difficile de conclure de là à "une belle garantie d'impartialité," comme le fait l'auteur.

Le procureur général J. MATTHIJS (2) considère que "les partenaires sociaux peuvent, indépendamment des griefs constitutionnels existants, difficilement participer à la fonction de juger en matière pénale, parce qu'en tout premier lieu ils courent le danger de se trouver dans une situation particulièrement délicate à l'égard des membres du groupe dont eux-mêmes font partie". ("De sociale partners kunnen, afgezien van de bestaande constitutionele beletsels, bezwaarlijk deelnemen aan het rechtspreken in strafzaken, in de eerste plaats omdat ze daardoor gevaar lopen zelf in een uitermate kiese situatie te worden gesteld tegenover de leden van de groep waartoe ze zelf behoren". U. DEPREZ (3) reprend cette opinion à son compte.

.../...

(1) In Mélanges offerts à Léon-Eli Troclet, Editions de l'Institut de Sociologie, pp. 61 et s., spéc. pp. 105 et suiv.

(2) Op. cit., p. 272.

(3) Loc. cit.

La question ne paraît pas tellement de savoir si les magistrats sociaux seront plus sévères ou plus indulgents que des magistrats professionnels. Elle est plutôt de savoir si, en toutes circonstances, ces magistrats seront en mesure de rendre "un jugement serein, complètement objectif et sans crainte" (1), alors même qu'une affaire pénale est de nature à susciter, au moins dans certains cas, des passions plus ou moins vives et à revêtir, avant même que le jugement ne soit rendu, un caractère de scandale, dans certains groupes sociaux déterminés, en particulier. Si le travailleur, qui perçoit indûment des allocations de chômage, scandalise le milieu des employeurs, il est aussi hautement blâmé par les représentants des travailleurs. Si le "travail en noir", dans le cas d'une entreprise en difficulté, peut être parfois considéré avec une indulgence sans doute excessive par des employeurs qui s'estiment contraints d'y recourir eux-mêmes, la crainte de faire perdre à d'autres travailleurs un emploi difficilement remplaçable paraît de nature à inspirer une mansuétude tout aussi exagérée à ceux qui nourrissent la même appréhension en ce qui concerne leur propre emploi ou celui de leurs proches.

Dans ces conditions, en matière pénale, à raison même de leur situation dans le contexte social, les magistrats sociaux pourraient faire perdre, au moins dans certaines circonstances, à la juridiction sociale, une part de son indépendance et de son impartialité, mettre en cause le caractère "équitable" de la procédure et faire douter de la véritable "égalité des armes" entre la partie poursuivante et la partie poursuivie.

.../...

(1) J. MATTHYS, loc. cit.

Il faut en conclure que les juridictions du travail ne pourraient siéger, en matière pénale, avec l'assistance de magistrats sociaux, sans que ne se trouvent méconnues, au moins dans certains cas, les exigences de l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

III. La définition de la compétence à conférer aux juridictions du travail siégeant en matière pénale.

S'il est vrai, comme il a été exposé ci-avant (Observation I), que la loi peut attribuer aux juridictions du travail une compétence en matière pénale, elle ne pourrait cependant leur attribuer, en cette matière, n'importe quelle compétence. Ainsi qu'il a déjà été observé ci-avant (Observation I), lorsque le Constituant a ajouté un troisième alinéa à l'article 105 de la Constitution, conférant au législateur le pouvoir de régler les attributions des juridictions du travail, il avait, de celles-ci, une conception générale qui découlait des compétences exercées à l'époque par les cours et les tribunaux du travail. La loi peut certes modifier ces compétences, les accroître ou les réduire. Mais elle ne pourrait pas, sans violer la disposition constitutionnelle qui l'autorise à régler les attributions des juridictions du travail, confier à celles-ci des compétences qui seraient sans rapport avec celles qu'elles détiennent déjà, et qui dénatureraient la notion même de "juridictions du travail". Ces dernières sont des juridictions spéciales. Leur création répond à des exigences spécifiques dans l'exercice de la fonction juridictionnelle. Ces exigences, qui constituent la justification de ces juridictions, mesurent en même temps l'étendue des attributions qui peuvent leur être conférées.

.../...

La proposition de loi soumise au Conseil d'Etat tend à donner aux juridictions du travail une compétence en matière pénale qui est manifestement liée aux compétences d'un autre ordre que ces juridictions exercent depuis que le Code judiciaire du 10 octobre 1967 - antérieurement à l'adoption du troisième alinéa de l'article 105 de la Constitution - les a organisées. Cette compétence nouvelle est définie par la proposition de loi comme celle de connaître des poursuites du chef d'"infractions aux lois et règlements dans l'une des matières qui sont de la compétence des juridictions du travail" (voir l'article 9 de la proposition, modifiant l'article 155 du Code judiciaire, l'article 10 modifiant l'article 578 du même Code). Cette formule marque nettement le lien entre les attributions ainsi conférées en matière répressive et les autres compétences de la Cour du travail et du tribunal du travail. Cette définition ne fait d'ailleurs que reprendre les termes que l'article 155 du Code judiciaire utilise aujourd'hui pour définir les cas dans lesquels les membres de l'auditorat du travail exercent l'action publique devant les tribunaux de police et devant les tribunaux de première instance. Et l'article 578, 7°, du Code judiciaire détermine l'une des compétences actuelles du tribunal du travail en recourant à des expressions très semblables ("des contestations civiles résultant d'une infraction aux lois et arrêtés relatifs à la réglementation du travail et aux matières qui relèvent de la compétence du tribunal du travail").

.../...

Recourir à une formule déjà éprouvée présente incontestablement un avantage. Certains doutes concernant son interprétation correcte ont pu être levés par la jurisprudence. Ainsi, l'article 155 du Code judiciaire dont le libellé se trouverait partiellement repris, a déjà donné lieu à plusieurs arrêts de la Cour de cassation. Celle-ci a notamment précisé que, parmi les règlements relatifs aux matières qui relèvent de la compétence des juridictions du travail, il faut inclure l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère (1) et le règlement général sur la protection du travail approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, y compris son titre Ier contenant le régime des établissements dits "classés", ce dernier règlement cependant dans le cas, uniquement, où l'infraction a été commise par un employeur (2). Par contre, en cas de perception indue d'allocations de chômage accompagnée de fausses déclarations, les sanctions prévues à l'article 261 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage et celles établies par l'article Ier de l'arrêté royal du 31 mai 1933 relatif aux déclarations en matière de subventions et allocations de toute nature (lequel renvoie à l'article 496 du Code pénal) ne peuvent être appliquées sur les poursuites de l'auditeur du travail, mais seulement sur les poursuites du parquet ordinaire (3).

.../...

-
- (1) Cass., 6 décembre 1971, Pas., 1972, I, 330, Rechtsk. Weekbl., 1972-1973, 127, J.T.T., 1972, 231, avec note P. VAN DER VORST.
- (2) Cass., 22 mai 1979, Pas., 1979, I, 1089, 25 mai 1976, ibid., 1976, I, 1028, trois arrêts, 9 mars 1976, ibid., 1976, I, 749, 28 janvier 1975, Rechtsk. Weekbl., 1975-1976, col. 33.
- (3) Cass., 22 janvier 1973, Pas., 1973, I, 500.

Commentant cette jurisprudence, dans l'état où elle se trouvait au moment où il écrivait, le procureur général J. MATTHIJS (1) concluait que le premier alinéa de l'article 155 du Code judiciaire obligeait le plus souvent à opérer une très subtile distinction. Dans une étude plus récente, H. FRANCK et A. KOHL reconnaissent, de leur côté, qu'il existe encore, pour l'application de l'article 155 du Code judiciaire, "des hypothèses douteuses" (2).

Si la compétence des juridictions du travail en matière répressive est définie comme le prévoit la proposition soumise au Conseil d'Etat, il en résultera donc qu'il sera parfois relativement délicat de déterminer si ces juridictions sont effectivement compétentes. La même infraction, par exemple une violation du règlement général sur la protection du travail ou de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, relèvera de la juridiction du travail si elle est commise par un employeur, mais de la juridiction répressive de droit commun si elle est commise par un travailleur salarié ou par un travailleur indépendant, à moins que ce dernier ne soit, simultanément, un employeur. On peut d'ailleurs se demander s'il entre bien dans l'intention des auteurs de la proposition de faire juger la même infraction par des juges différents, suivant la qualité de l'auteur de

.../...

-
- (1) "Het arbeidsgerecht en de strafvordering wegens misdrijven tegen de sociale wetgeving", mercuriale prononcée à l'audience solennelle de la Cour du travail de Gand du 2 septembre 1976, Rechtsk. Weekbl., 1976-1977, col. 1537 et s., spéc. n° 8, col. 1545, texte français de cette mercuriale, "Les juridictions du travail et l'action publique du chef d'infractions à la législation sociale", in J.T.T. 1977, pp. 266 et s.
- (2) Réflexions sur la poursuite et la répression des infractions de droit pénal social, J.T.T., 1979, pp. 285 et s., spéc. p. 286.

cette infraction. Dans certaines hypothèses où employeur et travailleur pourront être poursuivis devant le tribunal du travail, un tiers, par exemple un visiteur ou un travailleur licencié, qui aura fumé là où c'est interdit, relèvera-t-il aussi de la juridiction du travail ?

Une autre manière de définir la compétence du tribunal du travail et de la Cour du travail en matière répressive serait d'énumérer les dispositions légales ou réglementaires dont la violation pourrait constituer une infraction entrant dans la compétence de ces juridictions. C'est la technique législative qui a été utilisée dans la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales; or, l'on sait que le tribunal du travail est précisément compétent pour l'application de ces sanctions administratives (article 583 du Code judiciaire tel que modifié par la loi du 30 juin 1971). Une telle méthode pour définir la compétence des juridictions du travail en matière pénale offrirait sans doute davantage de sécurité juridique. Elle permettrait, en outre, de préciser clairement, éventuellement de manière différente selon le type d'infraction, si seul l'employeur, seul le travailleur salarié, seul le travailleur indépendant, soit deux ou trois de ceux-ci, soit encore toute personne peut être poursuivie devant les juridictions du travail. Cette méthode éviterait, en outre, de définir l'une des compétences des juridictions du travail par référence à leurs autres compétences (ce qui est d'ailleurs déjà le cas à l'article 583 actuel du Code judiciaire).

.../...

En fait, les auteurs de la proposition ont apparemment eux-mêmes hésité entre les deux méthodes. Si l'article 1er, l'article 10, 2°, et l'article 48 attribuent aux juridictions du travail une compétence répressive qui, éventuellement par voie de référence, s'inspire plus ou moins directement de la formule utilisée à l'article 155 actuel du Code judiciaire, l'article 36, par contre, a pour objet d'insérer dans le Code d'instruction criminelle, un article 138bis désignant un certain nombre d'articles de deux législations déterminées prévoyant des infractions dont le tribunal du travail aurait à connaître. Il serait évidemment préférable de s'en tenir à l'une des deux méthodes qui ont été distinguées ci-dessus, et non de recourir à la fois à l'une et à l'autre, ce qui risque d'engendrer certaines incertitudes dans l'interprétation de la loi. Il conviendrait aussi de situer dans une seule disposition de la loi la définition complète de la compétence du tribunal du travail en matière pénale. C'est dans le Code d'instruction criminelle, qui définit la compétence des juridictions pénales ordinaires, que cette disposition trouverait le mieux sa place. L'article 1er de la proposition, qui paraît de toute façon superflu puisqu'il se borne à énoncer un principe qui se réalise par une série de modifications au Code judiciaire et au Code d'instruction criminelle, serait alors supprimé. Il en serait de même de l'article 10, 2°, de la proposition qui tend, par une modification du Code judiciaire, à ajouter aux compétences non pénales du tribunal du travail, les compétences pénales que la proposition veut lui attribuer. Le Code judiciaire, en effet, ne règle pas la compétence des tribunaux en matière répressive; ainsi, lorsqu'il énumère aux articles 568 et suivants les compétences du tribunal de

première instance, il omet ses attributions comme tribunal correctionnel qui, elles, sont fixées à l'article 179 du Code d'instruction criminelle en une formule lapidaire.

Toujours en ce qui concerne la délimitation de la compétence des juridictions du travail en matière répressive, on relèvera encore l'article 33 de la proposition, qui tend à insérer un article 136bis dans le Code d'instruction criminelle.

L'alinéa 1er de cet article 136bis paraît superflu puisqu'il se borne à énoncer, en termes très généraux, les compétences respectives des juridictions qui font l'objet du titre premier du livre II du Code et qu'en réalité, les compétences de chacune de ces juridictions sont définies avec plus de précision par d'autres articles du même Code.

L'alinéa 2 de cet article 136bis tend à déterminer la juridiction compétente dans le cas de poursuites engagées contre deux ou plusieurs personnes considérées comme auteurs, coauteurs ou complices d'une même infraction ou comme auteurs d'infractions connexes, dans le cas où l'une ou plusieurs d'entre elles, si elles avaient été poursuivies seules, auraient dû comparaître devant le tribunal du travail tandis qu'une ou plusieurs autres auraient dû comparaître devant le tribunal correctionnel. L'alinéa 3 vise à régler la question de compétence dans le cas d'infractions connexes et dans le cas de concours d'infractions lorsqu'au moins l'une des infractions devrait être, en principe, jugée par le tribunal correctionnel,

.../...

tandis qu'une autre, au moins, devrait l'être par le tribunal du travail siégeant en matière pénale. Les dispositions de la proposition paraissent ici inspirées de celles qui ont actuellement pour objet la délimitation des compétences entre les juridictions pénales de droit commun et les juridictions militaires. Toutefois, à la différence de la compétence de celles-ci, qui est, au moins en temps de paix, fondée sur la qualité de militaire de l'inculpé, la compétence pénale des juridictions du travail serait, selon la proposition, essentiellement déterminée par la nature des infractions, encore que, si les auteurs de la proposition ont bien cette intention, dans certains cas, cette compétence dépendrait, en outre, d'une condition propre à l'inculpé, à savoir la qualité d'employeur. Il résulte notamment de cette différence qu'en cas de concours d'infractions les faits punissables relèveront, selon leur qualification, de la juridiction du tribunal correctionnel ou de la juridiction du tribunal du travail, alors qu'une telle dissociation ne saurait se poser en ce qui concerne la compétence des juridictions militaires. La règle inscrite dans l'article 33 en projet aura pour conséquence de soustraire aux juridictions du travail toute poursuite dans laquelle l'infraction relevant de ces juridictions est unie, selon les règles en vigueur en matière de concours d'infractions, à une infraction de droit commun. Il en résulte aussi que la notion de "personne justiciable de la juridiction du travail" est inadéquate pour désigner le critère de compétence d'une telle juridiction.

+
+ +

.../...

La définition de la compétence des juridictions du travail telle qu'elle ressort des dispositions de la proposition, appelle une dernière observation.

Selon l'article 1er de la proposition, les juridictions du travail se voient "transférer la compétence pénale des infractions aux lois et règlements ... pour les matières qui relèvent de leur compétence". Le mot "infraction" paraît utilisé ici dans un sens large, c'est-à-dire qu'il englobe non seulement les contraventions et les délits, mais aussi les crimes (au sens de l'article 1er du Code pénal).

D'autres dispositions de la proposition, notamment l'article 58, qui, par la modification des articles 218, 408, 429, 432, 435 et 445 du Code d'instruction criminelle crée une chambre des mises en accusation auprès de la Cour du travail, révèlent que les auteurs de la proposition ont considéré que certaines infractions en matière de droit du travail et de droit de la sécurité sociale pourraient être des crimes.

Dans l'état actuel de notre droit social, il n'existe pas d'infraction aux lois et règlements dans les matières qui relèvent de la compétence des juridictions du travail, pour laquelle une peine criminelle serait prévue.

Les auteurs de la proposition ont pu néanmoins considérer qu'il n'en serait pas nécessairement ainsi dans l'avenir et ils ont dès lors voulu prévoir comment serait jugée une infraction de nature criminelle si elle constituait une violation du droit du travail ou du droit de la sécurité sociale, tels que les appliquent les juridictions du travail.

.../...

Il est clair que le législateur doit respecter l'article 98 de la Constitution et que, par conséquent, il ne peut attribuer le pouvoir de juger les personnes accusées de pareils crimes à des juridictions qui ne siègeraient pas avec l'assistance d'un jury.

Le terme "infractions", utilisé aux articles 1er et 10, 2°, de la proposition de loi, paraît donc trop large.

Par ailleurs, puisque les auteurs de la proposition instituent une chambre des mises en accusation auprès de la Cour du travail, les raisons pour lesquelles ils attribuent à celle-ci la fonction de juridiction d'instruction et de renvoi à l'égard de certains crimes et, plus généralement, toute la logique interne de leur proposition, ne commanderaient-elles pas que la Cour d'assises compétente pour juger les personnes accusées de ces crimes, soit composée de manière particulière et que son siège, en particulier, comprenne des magistrats provenant de la Cour du travail et du tribunal du travail plutôt que de la Cour d'appel et du tribunal de première instance ? Or, la proposition ne comporte aucune disposition à cet égard et ne prévoit pas davantage que le siège du ministère public auprès de la Cour d'assises puisse ou doive être occupé par un magistrat de l'auditorat du travail.

.../...

IV. Questions d'organisation judiciaire.

La proposition de loi tend à apporter de très nombreuses modifications au Code judiciaire, au Code d'instruction criminelle et à la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, afin de réaliser le "transfert" d'une compétence pénale, prévu à l'article 1er de la proposition, "transfert" qui constitue l'objet essentiel de ladite proposition.

Ces modifications sont souvent de détail. Elles visent, par exemple, à mentionner dans divers articles l'auditeur du travail à côté du procureur du Roi ou la Cour du travail à côté de la Cour d'appel.

Indépendamment d'imperfections de forme, qu'il paraît superflu, comme on l'a dit, d'inventorier ici, ces modifications ponctuelles présentent l'inconvénient de n'apporter que des solutions fragmentaires, souvent incomplètes et parfois incohérentes, aux problèmes multiples que suscite l'aménagement de l'appareil judiciaire qui est recherché.

Tout d'abord, les auteurs de la proposition semblent avoir voulu trancher une question de terminologie, mais le caractère partiel de la solution qu'ils y donnent, risque de créer une certaine incohérence. Plusieurs dispositions de la proposition, en effet, rétablissent une expression périmée que la loi du 10 juillet 1967 a supprimée. Dans certains articles et dans certains intitulés, l'expression "tribunal de première instance siégeant en matière de police correctionnelle" est substituée à l'expression "tribunal correctionnel". Toutefois, cette manière de faire n'est pas systématique puisque la proposition

.../...

n'a pas touché à d'autres dispositions qui contiennent cette dernière expression, notamment l'article 96 du Code judiciaire et l'article 179 du Code d'instruction criminelle. Le souci de symétrie entre les désignations respectives de la juridiction de droit commun et de la juridiction du travail, qui paraît inspirer ce changement, a un autre inconvénient, lequel consiste à donner au tribunal du travail deux appellations selon qu'il siège en matière de simple police ou en matière de police correctionnelle. Il paraît dès lors préférable de garder l'expression "tribunal correctionnel" pour désigner une des juridictions faisant partie du tribunal de première instance et d'appeler "tribunal du travail siégeant en matière pénale" la juridiction à laquelle la proposition de loi attribue des compétences nouvelles. Outre qu'elle trouverait un appui dans l'article 2 de la proposition de loi, cette dénomination aurait l'avantage d'éviter une scission artificielle entre la compétence exercée à l'égard des délits et celle qui a pour objet les contraventions de police.

+ + +

Une question plus importante concerne la composition et le fonctionnement de la juridiction d'instruction auprès du tribunal du travail siégeant en matière pénale.

Selon le commentaire qui, dans les développements de la proposition, se rapporte à l'article 2 de celle-ci, article modifiant l'article 81 du Code judiciaire : "Il s'avère nécessaire de prévoir que le tribunal du travail comprend au moins trois chambres dont l'une, composée d'un magistrat professionnel, aura compétence pénale tout autant comme

.../...

juridiction d'instruction que de jugement". Il en ressort qu'une même chambre exercerait, de manière constante, les fonctions de juridiction d'instruction et les fonctions de juridiction de jugement.

Le droit belge distingue nettement la chambre du conseil de la juridiction de jugement : "La chambre du conseil, en matière répressive est une juridiction spéciale, chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire lorsqu'elle est terminée, et d'en déduire, s'il y a lieu, le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. Ce système assure une garantie aux inculpés, en ce que le renvoi devant une juridiction de jugement est subordonné à la décision d'un organisme indépendant" (1). Le chevalier A. BRAAS (2) évoque "l'indépendance réciproque" de la juridiction d'instruction et de la juridiction de jugement. L'article 828, 8°, du Code judiciaire permettrait d'ailleurs de récuser le juge, ayant siégé à la chambre du conseil, qui se retrouverait, dans la même affaire, au siège de la juridiction de jugement.

La proposition de loi devrait, en tenant compte de l'observation qui précède, préciser la composition de la chambre du conseil du tribunal du travail siégeant en matière pénale et garantir au prévenu la possibilité de passer en jugement devant

.../..

(1) R.P.D.B., v° "Organisation judiciaire", n° 546.

(2) Précis de procédure pénale, 3ème. éd., t. I, n° 439, p. 361, et t. II, n° 574, p. 492.

une chambre où ne se retrouvent pas les magistrats qui ont connu de l'affaire en qualité de juge d'instruction ou comme président ou membre de la chambre du conseil.

Comme la juridiction de jugement prévue par la proposition sera composée - du moins, pendant la première période d'application de la loi - d'un juge unique, il semble qu'il doive toujours y avoir identité de composition entre cette juridiction et la juridiction d'instruction. Le même magistrat, après avoir estimé que les charges étaient suffisantes pour justifier le renvoi, siégera comme juge de renvoi pour décider si ces mêmes charges constituent une infraction dûment établie. Dans tous les cas où le prévenu contestera la matérialité des faits, il pourra faire valoir un motif de récusation. Il en sera de même lorsque le prévenu entendra contester la compétence de la juridiction de jugement, en soutenant, par exemple, que le délit qui lui est reproché, est un délit politique.

+

Selon l'article 4 de la proposition de loi, qui modifie l'article 94 du Code judiciaire, la chambre du conseil du tribunal du travail siégeant en matière pénale peut être composée d'un seul juge. Sa composition précise demeure donc incertaine.

.../...

La formulation actuelle de l'article 94 du Code judiciaire qui prévoit que "la chambre du conseil du tribunal de première instance siégeant en matière correctionnelle peut être composée d'un seul juge", s'explique par le fait que la loi du 25 octobre 1919 "modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux" a décidé que "les attributions de la chambre du conseil ... sont dévolues à une chambre d'un juge" (article unique, XV).

La proposition devrait déterminer si la présence d'un seul juge à la chambre du conseil du tribunal du travail siégeant en matière pénale n'est vraiment qu'une possibilité, et qui, alors, peut décider d'en user, ou si cette composition de la chambre du conseil est, en réalité, la seule permise.

+

La proposition ne contient aucune disposition relative au fonctionnement de la chambre du conseil du tribunal du travail. Sans doute les articles 128, 130, 133 et 134 du Code d'instruction criminelle s'appliqueront-ils sans difficulté en cas de relaxe de l'inculpé, de renvoi devant le tribunal

.../...

du travail ou, si le fait est de nature criminelle, en cas de constatation du corps du délit aux fins de la transmission du dossier au procureur général. A propos de l'article 129 du même Code, il y a lieu de se demander si la contraventionnalisation des faits, qui permet, selon le droit commun, le renvoi devant le tribunal de police au lieu du renvoi devant le tribunal correctionnel aurait, devant la chambre du conseil du tribunal du travail, pour conséquence la mise en liberté de l'inculpé, que la chambre du conseil peut, de toute manière, prononcer en vertu de l'article 130, alinéa 2. Il conviendrait que les auteurs de la proposition examinent s'il ne faut pas prendre une disposition analogue à celle de l'article 129, alinéa 1er, prévoyant la mise en liberté d'office si l'infraction n'est considérée par la chambre du conseil que comme "une simple contravention de police".

+

La principale difficulté introduite par la répartition des compétences entre le tribunal correctionnel et le tribunal du travail siégeant en matière pénale, est suscitée par les conflits de compétences.

.../...

Selon les principes actuellement en vigueur et pour le cas où elle estime les charges suffisantes, la chambre du conseil devra se borner soit à renvoyer l'inculpé devant la juridiction de jugement du tribunal auquel elle appartient, soit à se déclarer incompétente. C'est alors, en tout état de cause, à l'organe du ministère public devant la même juridiction qu'il appartiendra de transmettre le dossier au parquet compétent. Si une première juridiction d'instruction s'est déclarée incompétente, la seconde juridiction d'instruction, saisie des mêmes faits, examinera nécessairement à nouveau la question de compétence. Les juridictions de jugement, à leur tour, pourront être amenées à revenir sur cette question.

En cas de contradiction entre la décision des juridictions d'instruction ou de jugement du tribunal correctionnel et la décision des mêmes juridictions appartenant au tribunal du travail, il y aura lieu à règlement de juges comme en cas de contradiction entre la décision de la juridiction d'instruction et la décision de la juridiction de jugement soit du tribunal correctionnel, soit du tribunal du travail siégeant en matière pénale. La proposition de loi est donc de nature à multiplier les procédures de règlement de juges.

+

+

+

.../...

La proposition de loi devait évidemment prévoir par quel magistrat seraient exercées les fonctions de juge d'instruction dans les poursuites qui devraient aboutir devant le tribunal du travail siégeant en matière pénale. L'article 5 de la proposition modifie, à cet effet, l'article 100 du Code judiciaire en y insérant l'alinéa suivant :

"Les juges d'instruction désignés par le Roi à l'article 79 ci-avant, exercent, le cas échéant, leurs fonctions auprès de la chambre du conseil du Tribunal du travail conformément aux dispositions des articles 127 à 136 du Code d'instruction criminelle".

Les juges d'instruction sont des juges au tribunal de première instance. Ils sont désignés par le Roi pour exercer les fonctions de magistrat instructeur au sein du tribunal dont ils font partie (article 79 du Code judiciaire).

La proposition de loi tend à faire exercer par ces juges d'instruction des fonctions de magistrat instructeur au sein d'un tribunal autre que celui auquel ils ont été nommés. Les développements précisent même "qu'à l'audience de la chambre du conseil du tribunal du travail", le juge d'instruction qui aura vu ainsi sa mission élargie, "est soumis à l'autorité de ce tribunal".

.../...

Cette solution n'est pas conforme à l'article 100 de la Constitution relatif à l'inamovibilité des juges qui prévoit, en son alinéa 3, que "le déplacement d'un juge ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de son consentement".

Chaque fois qu'il s'est agi de permettre à un juge d'un tribunal de remplir des fonctions dans un autre tribunal, la loi a prévu qu'une nomination devrait être faite par le Roi. Ainsi l'article 100, alinéa 3, du Code judiciaire, modifié par la loi du 15 juillet 1970, dispose que "le Roi peut nommer un juge au tribunal de première instance pour exercer la fonction de juge au tribunal de commerce quand l'unique titulaire à ce dernier tribunal est empêché". Ce texte provient d'un amendement de M. le député CHARPENTIER (1) qui prévoyait seulement une désignation par le Roi. En commission de la justice de la Chambre, le commissaire royal "a notamment fait observer que le texte (de l'amendement) utilise le mot "désigner" alors qu'un magistrat doit être nommé. Il s'agit, en effet, d'une fonction pour laquelle l'inamovibilité est de règle" (2).

A la différence d'une disposition qui consiste à attribuer à un magistrat des fonctions spécifiques temporaires au sein du tribunal auquel il appartient, la nomination à une autre juridiction doit être faite à vie et de l'accord de l'intéressé.

.../...

(1) Chambre 1969-1970, doc. n° 637-4.

(2) Rapport fait au nom de la Commission de la justice par M. BAUDSON, Chambre, 1969-1970, doc. n° 637-8, p. 6.

Le système de la proposition qui permet au Roi de désigner pour une période limitée un juge appartenant à une juridiction pour exercer des fonctions auprès d'une autre juridiction, est donc contraire à l'article 100 de la Constitution. Le Code judiciaire (articles 98 et 99) connaît un système de délégation temporaire d'un juge d'un tribunal à un autre; mais la décision appartient, dans ce cas, à une autorité judiciaire et elle n'est prise qu'avec l'accord du juge intéressé.

+

+

+

La proposition de loi crée, au sein de la Cour du travail, une "chambre des mises en accusation". Cela résulte notamment de l'article 58 de la proposition qui modifie l'article 218 du Code d'instruction criminelle (voir aussi la modification apportée par le même article 218 aux articles 408, 429, 432 et 435 du Code d'instruction criminelle). Cependant, la proposition reste muette au sujet de la composition de cette chambre de la Cour du travail et, par conséquent, elle devrait, suivant l'article 104 du Code judiciaire, même après sa modification par l'article 6 de la proposition, être composée d'un conseiller à la Cour du travail assisté de deux ou quatre conseillers sociaux. Mais rien ne permet de déterminer le nombre exact de ces conseillers sociaux, ni de dire à quel "titre" (employeur, employé, ouvrier, travailleur indépendant) ils devraient avoir été nommés. Pourtant, à moins de supposer qu'il existe, dans chaque Cour du travail, plusieurs chambres des mises en accusation, l'alinéa 2 de l'article 218 du Code d'instruction

.../...

criminelle implique nécessairement que la chambre des mises en accusation ne peut se confondre avec la chambre qui doit connaître des appels en matière correctionnelle.

Dans la mesure où il n'existe aujourd'hui aucun crime qui pourrait résulter de la violation du droit social sans qu'il constitue en même temps un crime de droit commun, l'appellation de "chambre des mises en accusation" ne semble guère justifiée. La seule compétence qui pourrait actuellement être effectivement exercée par cette juridiction, serait celle de connaître des appels dirigés contre les ordonnances de la chambre du conseil.

+

En ce qui concerne, la juridiction de jugement en matière de crimes, pour l'éventualité où, dans l'avenir, des infractions au droit du travail ou au droit de la sécurité sociale pourraient revêtir ce caractère, on se référera ici à la dernière observation formulée sous le III ci-dessus (Définition de la compétence à attribuer aux juridictions du travail siégeant en matière pénale).

.../...

V. Questions de procédure.

Selon le droit commun, à chaque catégorie d'infractions correspond la juridiction que le constituant et le législateur ont estimée appropriée : pour les crimes la Cour d'assises, pour les délits le tribunal correctionnel, pour les contraventions le tribunal de police.

Plusieurs dispositions de la proposition impliquent - comme il a déjà été relevé précédemment - que, dans les matières appartenant en principe à la compétence des juridictions du travail, certains faits pourraient être, dans l'avenir, réprimés par des peines criminelles. En pareil cas, ce serait, en principe, la Cour d'assises qui, comme juridiction de jugement, serait compétente. Toutefois, ces infractions pourraient être soumises aux juridictions du travail, s'il devait être fait application de l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes.

En ce qui concerne les délits, auxquels s'ajoutent, ainsi qu'il vient d'être indiqué, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction et les contraventions, l'innovation de la proposition consiste à soumettre les unes et les autres aux juridictions du travail, à la seule condition que la matière relève de celles-ci.

.../...

La technique mise en oeuvre à cette fin par la proposition de loi n'est toutefois pas irréprochable. Outre que certains intitulés donnent à entendre que le tribunal du travail se scinderait en deux juridictions distinctes, le procédé consistant à insérer dans les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives respectivement au tribunal de police et au tribunal correctionnel des modifications tendant à soumettre le tribunal du travail tantôt aux règles applicables devant le premier de ces tribunaux, tantôt aux règles applicables devant le second, paraît conduire à des complications inutiles. Il consiste en effet à soumettre le tribunal du travail siégeant en matière pénale à des règles de procédure distinctes selon la nature de la peine à prononcer. Si l'on rappelle que la compétence du tribunal de police a été largement étendue à la connaissance de délits, sans que les règles de procédure en vigueur devant cette juridiction aient été modifiées, il ne paraît pas nécessaire de soumettre le tribunal du travail à des règles différentes selon la nature de l'infraction. Sauf si les auteurs de la proposition de loi estimaient indispensable de soumettre le tribunal du travail à certaines règles de procédure propres au tribunal de police, il suffirait de compléter les dispositions de procédure applicables au tribunal correctionnel, lesquelles régiraient le tribunal du travail, qu'il soit saisi de délits ou de simples contraventions.

+

+

+

.../...

En dehors du Code judiciaire et du Code d'instruction criminelle, la proposition de loi n'apporte de modifications qu'à la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive. Encore omet-elle d'apporter à l'article 19 une modification que paraît pourtant exiger la modification apportée à l'article 7 par l'article 64 de la proposition.

Mais il apparaît surtout que les auteurs de la proposition ne se sont pas préoccupés de l'incidence de la réforme qu'ils entendent réaliser, sur différentes autres législations en matière pénale et en matière de procédure pénale. On citera ici la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre Ier du Code de procédure pénale militaire, l'arrêté royal n° 236 du 20 janvier 1936 simplifiant certaines formes de la procédure pénale à l'égard des détenus, la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, et la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

+

+

+

L'article 67 de la proposition entend régler la question de l'application des dispositions nouvelles aux procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle.

Selon l'article 3 du Code judiciaire, "les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure sont applicables aux procès en cours sans dessaisissement cependant de la juridiction qui, à son degré, en avait été valablement saisie et sauf les exceptions prévues par la loi".

.../...

Cet article est en principe applicable à la procédure en matière pénale, puisque, aux termes de l'article 2 du même Code, "les règles énoncées dans le présent code s'appliquent à toutes les procédures, sauf lorsque celles-ci sont régies par des dispositions légales non expressément abrogées ou par des principes de droit dont l'application n'est pas compatible avec celle des dispositions dudit code".

L'article 67 de la proposition déroge à la règle de l'article 3 du Code judiciaire. Cependant l'expression "les affaires ... qui sont pendantes devant les juridictions d'instruction et de jugement des tribunaux correctionnels et des cours d'appel ainsi que devant les tribunaux de police" est ambiguë. Tant que "l'affaire" n'est pas jugée, elle est "pendante" devant le tribunal. Qu'en est-il si la clôture des débats a été prononcée avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le jugement n'ayant cependant pas encore été prononcé à cette date ?

Het wetsvoorstel beoogt aan de arbeidsgerechten strafrechtelijke bevoegdheid toe te kennen voor overtredingen inzake arbeidsrecht en sociale-zekerheidsrecht.

De vraag rijst of een zodanige bevoegdmaking wat het beginsel zelf betreft wel in overeenstemming is met de Grondwet (I).

Mede bepalend voor het beoordelen van de grondwettigheid van die bevoegdheidsverruiming is overigens de organisatie van de arbeidsgerechten, in de onderstelling dat die bevoegdheid hun wordt verleend, en in het bijzonder de samenstelling van het college wanneer het die bevoegdheid zou moeten uitoefenen (II).

Hetzelfde geldt voor de bewoordingen waarin die nieuwe bevoegdheid zal worden omschreven en vooral voor de omvang die zij zal hebben. De omschrijving van die bevoegdheid behoort bovendien voldoende duidelijk en nauwkeurig te zijn om bevoegdheidsconflicten, waartoe het wetsvoorstel uiteraard aanleiding dreigt te geven, zoveel mogelijk te vermijden.

Indien het voorstel geacht moet worden mede de bevoegdheid terzake van misdaden te bedoelen, dan rijzen er nog andere moeilijkheden, onder meer van grondwettelijke aard, waaraan de indieners van het voorstel blijkbaar niet hebben gedacht (III).

Ten slotte zijn bij het wetsvoorstel ook een aantal algemene opmerkingen te maken omtrent andere kwesties in verband met de rechterlijke organisatie (IV) en de rechtspleging (V).

.../...

De aanpassingen die het wetsvoorstel zou behoeven om aan al die opmerkingen tegemoet te komen, zijn van die aard dat een gedetailleerde en artikelsgewijze bespreking onnodig is gebleken (naar aanleiding van een zondanige bespreking zouden zeker nog heel wat bijzondere opmerkingen te maken geweest zijn over de inhoud en de vorm).

I. Is toekenning van strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidsgerechten grondwettig ?

Artikel 105 van de Grondwet bepaalt :

"De inrichting van de militaire rechtbanken, hun bevoegdheid, de rechten en verplichtingen van de leden van deze rechtbanken, alsmede de duur van hun ambt worden door bijzondere wetten geregeld.

Er zijn rechtbanken van koophandel in de plaatsen die de wet aanwijst. Zij regelt hun inrichting, hun bevoegdheid, alsmede de wijze van benoeming en de duur van het ambt van hun leden.

De wet regelt eveneens de inrichting van de arbeidsgerechten, hun bevoegdheid, de wijze van benoeming en de duur van het ambt van hun leden".

De eerste twee leden van het artikel behoren tot de tekst van de Grondwet zoals hij op 7 februari 1831 is afgekondigd. Zij zijn sedertdien niet meer gewijzigd.

Het derde lid is toegevoegd bij de herziening van 21 april 1970. Op 28 februari 1968 hadden de Kamers, en op 1 maart 1968 had de Koning, verklaard dat er grond was voor herziening "van artikel 105 van de Grondwet door toevoeging van een bepaling betreffende de arbeidsgerechten".

Die tekst machtigt de wetgever tot het bepalen van de bevoegdheden, onder meer de materiële bevoegdheden van de arbeidsgerechten. De Grondwetgever heeft een volstrekt algemene formule gebruikt. Het spreekt echter vanzelf dat

de bevoegdheid die aldus aan de wetgever verleend is, niet onbeperkt is. Niet alleen moet de wetgever de enkele Grondwetsbepalingen ontzien waarin bepaalde rechtsprekende bevoegdheden worden gedefinieerd (de artikelen 90, 95, 98, 106, 107ter, 116 en 134), hij mag de arbeidsgerechten ook geen bevoegdheden verlenen die buiten verband zouden staan met het begrip "arbeidsgerecht", zoals dat door de Grondwetgever van 1970 is opgevat, en die, als zij aan die gerechten toegekend zouden worden, afbreuk zouden doen aan de aard die de Grondwetgever hun, weliswaar stilzwijgend, heeft toegedacht.

Er behoort dus te worden nagegaan of de toekenning van strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidshoven en de arbeidsrechtbanken, wat de omvang van die bevoegdheid ook moge zijn (1), noodzakelijkerwijs onbestaanbaar is met het feit dat zij arbeidsgerechten zijn. Bij het onderzoek van die kwestie zal niet worden vooruitgelopen op de samenstelling van de arbeidsgerechten noch op de eventuele terugslag ervan op de grondwettigheid van dezer bevoegdmaking in strafzaken (2).

Vooreerst zij erop gewezen dat er een treffende gelijkennis bestaat tussen de formulering van het derde lid van artikel 105 van de Grondwet en de eerste twee leden, die van 1831 dateren. De Grondwetgever van 1970 heeft er ten aanzien van de arbeidsgerechten genoeg mee genomen de tekst zelf van het tweede lid, die van bij het begin ongewijzigd is gebleven, volledig en letterlijk over te schrijven.

.../...

- (1) Deze kwestie, met name de vraag naar de juiste omvang van de strafrechtelijke bevoegdheid die aan de arbeidsgerechten toegekend zou worden, wordt verderop onder III onderzocht.
- (2) De kwestie van de samenstelling van arbeidshoven en arbeidsrechtbanken en de terugslag daarvan op de grondwettigheid van de toekenning van strafrechtelijke bevoegdheid aan die gerechten, wordt verderop onder II bestudeerd.

Een zo volledige gelijkheid van het tweede en het derde lid is duidelijk gewild; ze wijst op een gelijke draagwijdte en leidt tot een gelijke uitlegging. Het is bijgevolg logisch dat gegevens voor de uitlegging van het derde lid gezocht worden in bronnen die voor het tweede lid worden aangesproken. Een zodanige handelswijze is des te meer verantwoord daar, zoals zal blijken, de parlementaire voorbereiding van artikel 105, derde lid, weinig klaarheid schept omtrent de bedoelingen van de Grondwetgever van 1970.

De rechtbanken van koophandel, die opgericht zijn in de middeleeuwen en zich tot vandaag de dag hebben ontwikkeld, hebben beantwoord aan de behoefte om geschillen tussen kooplieden of in handelszaken te beslechten waarvoor gebruiken en een eigen recht golden, hetgeen de bijzondere samenstelling van die rechtbanken verklaart. Op dat eeuwenoude is al menigmaal gewezen (1).

Zij bestonden in België in 1830, maar kort vóór de revolutie van 1830 waren er in de Nederlanden stemmen opgegaan om ze af te schaffen. De Grondwetgever van 1831 heeft, als reactie tegen een dergelijk plan, de wetgever ongetwijfeld willen verplichten ze te handhaven. De ontwerp-tekst van de middenafdeling werd tijdens de bespreking van het ontwerp zelfs in die zin geamendeerd ("Il y a des tribunaux de commerce ...") (2).

.../...

(1) Zie bijvoorbeeld de verklaringen van de heren DE VLEES-SCHAUWER en du BUS de WARNAFFE tegen een voorstel van de heer M.-A. PIERSON om artikel 105, tweede lid, van de Grondwet te herzien zodat de rechtbanken van koophandel eventueel afgeschaft zouden kunnen worden. Dit voorstel, dat reeds was afgewezen in de commissie, werd verworpen (Hand. Kamer, 27 oktober 1953, blz. 13 tot 16).

(2) E. HUYTENS, "Discussions du Congrès National de Belgique", deel II, blz. 264-265; VAN OVERLOOP, "Exposé des motifs de la Constitution belge par un docteur en droit", blz. 640-641.

Daar het ging om geschillen tussen kooplieden of in handelszaken, dus tussen individuele personen, heeft de Grondwetgever van 1831 zeker niet de mogelijkheid willen scheppen dat de wet die rechtbanken mede een strafrechtelijke bevoegdheid zou geven. Er valt sedert 1831 geen auteur aan te wijzen die een dergelijke mogelijkheid zou hebben verdedigd.

De werkrechtshraden werden door de Napoleontische wetgeving bekrachtigd; van 1831 tot 1842 werden er in België verscheidene opgericht.

Vanaf de wet van 9 april 1842 (1) werden zij als rechtbanken van koophandel beschouwd en als zodanig bekrachtigd door talrijke latere wetten, waarbij de vraag naar hun grondwettigheid door de wetgever niet meer is gesteld.

Bij de bespreking van een voorstel van de heer MAJOR, strekkend tot herziening van artikel 105 van de Grondwet met het oog op de opneming van een arbeidsgerecht, waarvan de grondwettigheid (2), naar deze zei, door sommige auteurs in twijfel werd getrokken, heeft rapporteur DE SCHRIJVER die laatste bewering dadelijk willen afwijzen : hij verwees daarbij naar de verklaring welke de heer RAIKEM (rapporteur van de middenafdeling die zich in 1831 precies met artikel 105 en het amendement daarop bezig hield), op 21 maart 1842 tijdens de bespreking van de voormelde wet van 1842 had afgelegd, en hij verklaarde dat de werkrechtshraden in feite beschouwd worden als rechtbanken van koophandel in de zin van artikel 105 van de Grondwet (3).

.../...

(1) Pasinomie, 1842, blz. 112 en 113.

(2) Hand. Kamer, 27 oktober 1953, blz. 15, kol. 2.

(3) Hand. Kamer, 27 oktober 1953, blz. 16, kol. 2, bovenaan.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er in haar advies over het ontwerp van Gerechtelijk Wetboek op gewezen dat "de werkrechtersraden, ingesteld door de wet van 9 april 1842, slechts als grondwettig (zijn) erkend omdat zij worden beschouwd als een speciale soort van de rechtbanken van koophandel ... (zie daarover de parlementaire voorbereiding, vooral het verslag van de middenafdeling, in het Belgisch Staatsblad van 26 februari en 7 maart 1842)" (1).

De Koninklijke Commissaris voor de Gerechtelijke Hervorming beschouwde die interpretatie als "ingeburgerd" en zei dat men kon nalaten ze nog ter sprake te brengen, ook al was hij niet overtuigd. Hij voegde eraan toe dat er in geen geval sprake van kon zijn die gerechten strafrechtelijke bevoegdheid te verlenen (2).

Aangezien er op de grondwettigheid van de werkrechtersraden toch nog bepaalde kritiek was, en mede gelet op hetgeen het toen aanhangige ontwerp van Gerechtelijk Wetboek bepaalde ter zake van arbeidsgerechten, keurde de wetgevende macht in 1965 ten slotte een verklaring tot herziening van artikel 105 van de Grondwet goed. Die verklaring werd in 1968 overgedaan en maakte het mogelijk dat in 1970 het derde lid van artikel 105 werd toegevoegd.

Op te merken valt dat toen in 1965 de verklaringen tot herziening werden gedaan, de werkrechtersraden, evenals de rechtbanken van koophandel waarmee ze sedert anderhalve eeuw waren gelijkgesteld, hun bevoegdheden beperkt zagen tot geschillen tussen individuele personen, met betrekking dan tot de arbeid. Waarop die geschillen precies betrekking hadden, was in de wet bepaald : de bepalingen omtrent de bevoegdheid van de werkrechtersraden zijn trouwens herhaaldelijk

.../...

(1) Gedr. St. Senaat, 1963-1964, nr 60, blz. 782.

(2) Idem, blz. 66, tweede alinea.

door achtereenvolgende wetten gewijzigd, net zoals het begrip daad van koophandel, dat kenmerkend is voor de bevoegdheid van de rechtbanken van koophandel, meermaals naar inhoud is veranderd ten gevolge van de wetten tot wijziging van het Wetboek van Koophandel.

De herziening van artikel 105 in 1970 zou echter op zichzelf niets aan de bevoegdheid van de arbeidsgerechten veranderen.

Het verslag dat door de heer ROMBAUT namens de Senaatscommissie voor de herziening van de Grondwet is uitgebracht, neemt de bewoordingen van een door senator VERMEYLEN gedaan ontwerp-verslag in dezer voege over :

"Uit het vorenstaande volgt dat de eventuele herziening van artikel 105 beperkt is : het is alleen de bedoeling om een expliciete constitutionele rechtsgrond te verlenen aan de arbeidsgerechten, die feitelijk bestaan sedert 1842, zonder dat de instelling ervan uitdrukkelijk in een grondwetsbepaling was voorzien.

Gegeven de bepalingen vervat in de huidige tekst van artikel 105, waaraan krachtens de verklaring tot herziening niet mag worden geraakt, zal men zich wellicht ertoe moeten beperken om aan dat artikel, wat betreft de arbeidsgerechten, een soortgelijke bepaling toe te voegen als die welke reeds in het tweede lid voor de rechtbanken van koophandel vervat is" (1).

Vandaar de huidige tekst.

Het verslag dat in de Kamer door de heer MATTHYS is uitgebracht, neemt precies de bewoordingen over van het verslag van de heer ROMBAUT (2).

De tekst gaf noch in de Senaat noch in de Kamer aanleiding tot enige discussie. In de Senaat verklaarde rapporteur

.../...

(1) Gedr. St. Senaat, 1968-1969, nr 37, blz. 2.

(2) Gedr. St. Kamer, 1969-1970, nr 10 (buitengewone zitting 1968) - 8/2°.

ROMBAUT evenwel dat het onbetwistbaar was dat artikel 105 van de Grondwet aangevuld moest worden "maintenant que le nouveau Code judiciaire a réformé les juridictions du travail et en a fait de véritables cours et tribunaux ayant une compétence élargie" (1).

Zoals men ziet is de enige strekking van de herziening geweest de grondwettigheid van de arbeidsgerechten, die reeds anderhalve eeuw door de opeenvolgende wetten was aangenomen, te bekrachtigen en het bestaan van die gerechten voor de wetgever verplicht te stellen op dezelfde wijze als dat in 1831 door een identieke tekst ten aanzien van de rechtbanken van koophandel was gedaan. "Het verlenen van een expliciete constitutionele rechtsgrond" bestaat alleen daarin.

In de parlementaire voorbereiding van de herziening van 1970 (en zelfs in de parlementaire voorbereiding van de verklaringen tot herziening van 1970) wordt nergens gezinspeeld op enige mogelijkheid om aan de arbeidsgerechten enige strafrechtelijke bevoegdheid te verlenen.

Toch waren er verscheidene wetsvoorstellen ingediend om de werkrechtersraden zulk een bevoegdheid toe te kennen : op 17 juni 1954 door de heer MAJOR (2), op 20 maart 1956 door de heren TAHON en MERCHIEERS (3) en op 7 juli 1959 andermaal door de heer MAJOR (4). In een wetsvoorstel van 12 juli 1961 tot instelling van arbeidsgerechten liet deze evenwel het verlenen van strafrechtelijke bevoegdheid varen (5).

.../...

(1) Hand. Senaat, 17 juni 1969, blz. 1625.

(2) Gedr. St. Kamer, buitengewone zitting 1954, nr 86/1.

(3) Gedr. St. Kamer, 1955-1956, nr 474/1.

(4) Gedr. St. Kamer, 1958-1959, nr 316/1.

(5) Gedr. St. Kamer, buitengewone zitting 1961, nr 125/1. Artikel 19, 18°, verleent aan de arbeidsgerechten alleen de bevoegdheid om "alle burgerlijke rechtsovereenkomsten voortvloeiend uit de inbreuken op de wetten en besluiten waarvan de toepassing tot hun bevoegdheid behoort", te beoordelen.

Die voorstellen lieten hun grondwettigheid in dat opzicht steunen op artikel 105, tweede lid, betreffende de rechtbanken van koophandel (waarmee de werkrechtersraden werden gelijkgesteld), omdat die bepaling de wet opdraagt "hun bevoegdheid" te regelen. Datzelfde, aan de tekst (die artikel 105, derde lid, is geworden) ontleende argument is overgenomen in het op 27 mei 1979 door Mevr. PETRY en door de heer GOOSSENS bij de Senaat ingediende wetsvoorstel (1), alsmede in datgene dat thans aan de Raad van State is voorgelegd. De indieners wijzen er bovendien op dat sedert 1970 de arbeidsgerechten ook deel uitmaken van de rechterlijke macht. Wat echter dit laatste argument betreft, is hierboven gememoreerd dat de werkrechtersraden en de arbeidsgerechten reeds vóór 1970 tot de rechterlijke macht behoorden, want zij waren toen gelijkgesteld met de rechtbanken van koophandel, die zelf geacht werden wezenlijk deel uit te maken van de rechterlijke macht.

Dat er in de parlementaire voorbereiding van het derde lid van artikel 105 van de Grondwet niets is gezegd over het verlenen van strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidsgerechten, maakt op het eerste gezicht twee interpretaties van die Grondwetsbepaling mogelijk.

Volgens de eerste interpretatie moet dat stilzwijgen worden verstaan als een weigering om de gewone wetgever te machtigen tot het verlenen van enige strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidsgerechten. Noch deze laatste, evenmin als hun voorgangers de werkrechtersraden, noch de rechtbanken van koophandel, waarmee de werkrechtersraden gelijkgesteld moesten worden, hadden tot in 1970 ooit een dergelijke bevoegdheid gekregen. Pogingen daartoe waren op niets uitgelopen : er waren grondwettigheidsbezwaren tegen geopperd, waarop de toelichting bij die voorstellen, zoals eerder is gebleken, een antwoord trachtte te vinden. Volgens een traditie van meer dan hon-

.../...

(1) Gedr. St. Senaat, buitengewone zitting 1979, nr 128/1.

derd jaar nemen die gerechten alleen kennis van geschillen tussen individuele personen en, bepaaldelijk wat de werk-rechtersraden of de arbeidsgerechten betreft, van arbeidsgeschillen tussen twee personen, met uitsluiting van enige strafrechtelijke bevoegdheid. Hun rol zou grondig gewijzigd worden als ze bevoegd werden gemaakt om in de beoordeling van sommige strafvorderingen te treden. Iedere strafvordering wordt immers door de gehele Belgische samenleving tegen een individuele persoon ingesteld en is erop gericht tegen deze een straf te doen uitspreken omdat hij een of meer misdrijven heeft gepleegd, dit wil zeggen daden die in de eerste plaats "strafbare feiten" zijn, welke niet alleen vanuit het oogpunt van koophandel of arbeidsverhouding beschouwd moeten worden, maar waarbij ook rekening moet worden gehouden met alle feitelijke omstandigheden waarin zij gepleegd zijn, met het verleden en de persoonlijkheid van de delinquenten, alsook met de ernst van de feiten in kwestie voor het bepalen van de maat van de straf die hun opgelegd moet worden in het belang van de samenleving waarvoor de strafvordering aan het oordeel van de rechter wordt onderworpen (1).

Om een einde te maken aan een meer dan honderjarige traditie die wil dat die gerechten niet in de beoordeling van strafvorderingen treden, zou er derhalve, volgens de eerste zienswijze, een ondubbelzinnige wilsuiking van de Grondwetgever nodig geweest zijn. Door in artikel 105 een derde lid op te nemen naar het evenbeeld van het tweede lid, dat op de rechtbanken van koophandel betrekking heeft - met de beperkte bedoeling om enkel een tot dan toe niet uitdrukkelijk geformuleerde constitutionele rechtsgrond te scheppen - heeft hij integendeel te kennen gegeven geen vernieuwingen te willen

.../...

(1) Openingsrede van eerste advocaat-generaal F. DUMON van 1 september 1977, "Projets de réformes et fonction juridictionnelle", J.T., 1977, blz. 537 en volgende, inzonderheid 539-540.

invoeren; dat in de werkzaamheden van de Grondwetgevende Kamers is gezwezen over een kwestie die vroeger reeds aan de orde was geweest in datzelfde parlement dat als orgaan van de gewone wetgevende macht optrad, bevestigt alleen maar dat men in 1970 niet van zins was om iets aan de aard van die arbeids-gerechten te veranderen en dat hun bevoegdheid niet tot straf-zaken verruimd kan worden.

Deze eerste interpretatie moet echter van de hand worden gewezen. Zoals reeds is gezegd, is de aan de gewone wetgever verleende machtiging om de bevoegdheden van de arbeidsgerechten, alsook die van de rechtbanken van koophandel, te bepalen, van volstrekt algemene aard. De tekst zelf bevat geen enkele beperking. Het gaat er dus niet om te weten of de Grondwetgever voorzien heeft in of zelfs maar gedacht heeft aan het opnemen van een strafrechtelijke bevoegdheid onder de bevoegdheden die aan de arbeidsgerechten zouden worden verleend. De vraag is of de aard van de arbeidsgerechten door een dergelijke bevoegdverklaring zodanig gewijzigd wordt dat zij niet meer zullen beantwoorden aan het begrip "arbeidsgerechten" zoals het door de Grondwetgever van 1970 was opgevat. Wat dat betreft mag uit het stilzwijgen van de voorbereidende werkzaamheden niet geconcludeerd worden dat die Grondwetgever, zo hij er aan gedacht mocht hebben, van mening zou zijn geweest dat enige strafrechtelijke bevoegdheid, hoedanig ook, onbestaanbaar is met de aard van een arbeidsgerecht. Wanneer niets in de tekst van artikel 105, derde lid, of in de bespreking die aan de goedkeuring ervan vooraf is gegaan, het vermoeden wettigt dat de Grondwetgever van 1970 de arbeidsgerechten en de strafgerechten als twee geheel verschillende begrippen heeft gezien, is de macht van de wetgever om de bevoegdheden van de arbeidsgerechten vast te stellen niet beperkt door een soort van verbod om ze strafrechtelijke bevoegdheid te verlenen.

Bovendien behoort rekening te worden gehouden met de evolutie van de bevoegdheden van de arbeidsgerechten gedurende de jongste jaren, vooral in de jaren vlak vóór of vlak na de goedkeuring van artikel 105, derde lid, van de Grondwet. De door het Gerechtelijk Wetboek in 1967 opgerichte arbeidsrechtbanken zijn niet meer uitsluitend belast met het beslechten van geschillen tussen individuele personen. Zij zijn niet meer, zoals de werkrechtshraden waren, uitsluitend rechter in geschillen tussen de werkgevers en werknemers. Zij zijn in principe rechter in alle geschillen die tot het domein van het sociaal recht behoren. In het bijzonder zijn zij sedert 1967 belast met alle geschillen betreffende de sociale zekerheid, met inbegrip van de geschillen tussen particulieren en instellingen uit de sociale sector en van de geschillen tussen die instellingen onderling, welke geschillen zeker niet met geschillen tussen particulieren gelijkgesteld kunnen worden. Ook in 1967 zijn de arbeidsrechtbanken bevoegd verklaard om kennis te nemen "van geschillen van burgerlijke aard die het gevolg zijn van een overtreding van de wetten en besluiten betreffende de arbeidsreglementering en de aangelegenheden onder de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank" (artikel 578, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek). Ongetwijfeld gaat het om burgerlijke rechtsvorderingen maar de grondslag ervan is juridisch gezien een "strafbaar feit" daar hij bestaat in een wetsovertreding waarop straf is gesteld.

Het is juist dat het Gerechtelijk Wetboek uit vrees voor het verwijt van ongrondwettigheid generlei strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidsrechtbanken heeft willen toekennen (1). Het probleem lag echter enigszins anders daar de arbeidsgerechten vanuit het oogpunt van de Grondwet voorkwamen als een speciale categorie van rechtbanken van koophandel en deze nooit, toen evenmin als nu trouwens, enige strafrechtelijke bevoegdheid hadden bezeten. Bovendien, en vooral, is het grondwettigheidsprobleem toen bekeken vanuit de gewone

.../...

(1) Gedr. St. Senaat, 1963-1964, nr 60, blz. 66.

samenstelling van de sociale gerechten, die niet alleen bestaan uit "voor het leven benoemde magistraten die een onafhankelijkheidsstatuut hebben dat door onze hoogste wet wordt voorzien en georganiseerd" (1).

De wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, heeft de bevoegdheid van de arbeidsgerechten nog verruimd. Zij heeft ze onder meer bevoegd gemaakt om kennis te nemen "van de toepassing der administratieve sancties bepaald bij de wetten en verordeningen bedoeld in de artikelen 578 tot 582 (van het Gerechtelijk Wetboek) en bij de wet betreffende de administratieve geldboeten" zelf (artikel 19, tot wijziging van artikel 583 van het Gerechtelijk Wetboek). Die wet is weliswaar recenter dan de herziening van 1970, maar het tijdsverschil is gering en zij is aangenomen door dezelfde Wetgevende Kamers als die welke het derde lid van artikel 105 van de Grondwet hebben goedgekeurd (2). Overigens is het ook zo dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen administratieve sancties en straffen, ook al hebben sommigen gemeend dat een zodanig onderscheid op een fictie berust (3). Dat neemt niet weg dat de arbeidsrechtbanken sedert de wet van 30 juni 1971 bevoegd zijn om sommige personen tot administratieve geldboeten te veroordelen wegens feiten die naar luid van artikel 1 zelf van de wet "voor strafvervolging vatbaar zijn". Bij strafvervolging is er geen sprake van het opleggen van een administratieve geldboete maar de handeling die het opleggen van zulk een geldboete rechtvaardigt, is een misdrijf dat in beginsel even goed aanleiding zou

.../...

- (1) Ibidem. In het verslag van de Koninklijke Commissaris wordt in dit verband verwezen naar A. MAST, "De Geschillen van bestuur naar Belgisch recht", Larcier, 1946.
- (2) Het ontwerp werd op 29 oktober 1970 door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, L. MAJOR, voor advies aan de Raad van State gezonden.
- (3) R. LEGROS, "A propos du projet de loi sur les amendes pénales", J.T.T., 1971, blz. 99. Zie ook M. PATTE, "Droit social et droit pénal social", J.T.T., 1978, blz. 37, inzonderheid blz. 40.

kunnen geven tot strafvervolgning resulterend in een veroordeling tot een strafrechtelijke geldboete. Juridisch gezien is het misdrijf dat aldus ofwel een administratieve geldboete ofwel een straf met zich kan brengen, een "strafbaar feit". Alleen de aard van de sanctie verschilt : wanneer door het openbaar ministerie bij een gewoon gerecht vervolging wordt ingesteld, is zij strafrechtelijk; wanneer de arbeidsauditeur van vervolging afziet, beslist de door de Koning aangewezen ambtenaar onder het toezicht van de arbeidsrechtbank of een administratieve geldboete moet worden opgelegd.

De zoëven besproken kwestie kan uiteindelijk in de volgende bewoordingen geformuleerd worden : is het mogelijk om aan de arbeidsgerechten, wier bevoegdheid sedert 1842 (1) zo aanzienlijk is uitgebreid dat zij momenteel bevoegd zijn om vast te stellen dat een werkgever een misdrijf heeft gepleegd en om dat misdrijf met een administratieve geldboete te bestraffen, thans bij de wet de bevoegdheid te verlenen om wegens diezelfde misdrijven straffen op te leggen?

Op de aldus geformuleerde vraag antwoordt de Raad van State dat men niet kan beweren dat, mocht aan de arbeidsgerechten strafrechtelijke bevoegdheid worden gegeven, daardoor verder zou worden gegaan dan de bij artikel 105, derde lid, van de Grondwet aan de wetgever verleende machtiging omdat een zodanige bevoegdmaking de aard van de arbeidsgerechten zou aantasten. Dat men is gaan aannemen dat de arbeidsgerechten geen strafrechtelijke bevoegdheid mochten uitoefenen, is wellicht sterk in de hand gewerkt door hun traditionele samenstelling, die maakt dat er rechters in sociale zaken zitting in hebben wier onafhankelijkheid niet ge-

.../...

(1) Er zij op gewezen dat in 1842 aan de werkrechters een zogenaamde "tuchtrechtelijke" bevoegdheid is verleend die veel weg heeft van een strafrechtelijke bevoegdheid, daar zij die gerechten toestond te veroordelen tot straffen van maximum drie dagen arrest. In het oorspronkelijke ontwerp van de Regering was er zelfs sprake van een gevangenisstraf van drie dagen, hetgeen door de meerderheid van de Kamercommissie met de Grondwet verenigbaar werd geacht; de Minister van Binnenlandse Zaken amendeerde zelf zijn ontwerp om mogelijke betwistingen te vermijden.

waarborgd is zoals die van de rechters wier benoeming bij de artikelen 99 en 100 van de Grondwet is geregeld. Dit facet van het probleem wordt hierna onder III onderzocht.

Een laatste opmerking nog bevestigt dat de tekst van de Grondwet niet verhindert dat aan de arbeidsgerechten enige strafrechtelijke bevoegdheid wordt verleend. Aangenomen zelfs dat de Grondwetgever van 1970 geacht moet worden niet de bedoeling te hebben gehad om de gewone wetgever te machtigen tot het verlenen van strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidsgerechten, zou het derde lid van artikel 105 van de Grondwet, als hij hem thans die bevoegdheid zou willen verlenen, in het geheel niet gewijzigd hoeven te worden. Er mag dus worden geconcludeerd dat, wegens het stilzwijgen van de parlementaire stukken en handelingen over dit punt van onderzoek, niet uit te maken valt of de Grondwetgevende Kamers zich wel goed bewust waren van de volle draagwijdte van de tekst die zij hebben aangenomen, maar dat die tekst op zichzelf voldoende duidelijk is om geen twijfel te laten bestaan omtrent de bevoegdheid van de wetgever om eventueel aan de arbeidsgerechten strafrechtelijke bevoegdheid te verlenen, voor zover dat niet in strijd is met andere Grondwetsbepalingen.

II. De samenstelling van de arbeidsgerechten die in strafzaken hebben te beslissen.

Zoals zoëven uiteen is gezet, verbiedt artikel 105 van de Grondwet niet, en gedooft het dus, dat de wet enige strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidsgerechten verleent. Ook verleent diezelfde Grondwetsbepaling aan de gewone wetgever de bevoegdheid om "de inrichting" van die gerechten te regelen, dit wil zeggen, onder meer om te bepalen wat de juiste samenstelling is van de kamers van de arbeidsrechtbank en van het Arbeidshof die over strafvervolgning uitspraak moeten doen.

Het aan de Raad van State voorgelegde voorstel bepaalt in artikel 2 (dat artikel 81 van het Gerechtelijk Wetboek wijzigt) dat de kamer van de arbeidsrechtbank, wanneer zij in strafzaken zitting houdt, slechts bestaat uit één rechter in de arbeidsrechtbank, die niet door rechters in sociale zaken wordt bijgestaan. Het bepaalt eveneens in artikel 6 (dat artikel 104 van het Gerechtelijk Wetboek wijzigt) dat "het hoger beroep tegen de beslissingen van de arbeidsrechtbanken in strafzaken ... aanhangig wordt gemaakt bij een kamer bestaande uit drie raadsheren, de voorzitter inbegrepen"; in dat geval heeft er dus in het Arbeidshof geen enkele raadsheer in sociale zaken zitting te nemen.

Een zodanige samenstelling is een nieuwigheid ten opzichte van de huidige samenstelling van de kamers, zowel wat die van het Arbeidshof als wat die van de arbeidsrechtbank betreft. Iedere kamer van de arbeidsrechtbank telt immers in de huidige stand van de wetgeving, dit wil zeggen volgens de artikelen 81 en 104 van het Gerechtelijk Wetboek, een, twee of vier rechters in sociale zaken, iedere kamer van het Arbeidshof een, twee of vier raadsheren in sociale zaken. De voorzitter van de arbeidsrechtbank kan echter bij voorraad uitspraak doen in gevallen die hij spoedeisend acht, in aangelegenheden die tot de bevoegdheid behoren van de rechtbank die hij voorziet (artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek); welnu, het is bekend dat de voorzitter geen rechter in sociale zaken is, maar een rechter in de arbeidsrechtbank (artikel 82 van het Gerechtelijk Wetboek) dit wil zeggen een beroepsrechter, die voor het leven benoemd is en slechts door het Hof van Cassatie uit zijn ambt kan worden ontzet (zie de artikelen 197 en 409 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek).

.../...

Artikel 105 van de Grondwet heeft het over de "arbeidsgerechten". Toch wordt noch in die bepaling noch in enige andere Grondwetsbepaling de samenstelling ervan voorgeschreven, noch tot uitdrukking gebracht dat zij assessoren-rechters of raadsheren in sociale zaken dienen te omvatten. Doordat artikel 105 de "inrichting" van de arbeidsgerechten zonder enige nadere bepaling aan de wetgever heeft toegedacht, heeft het deze volkomen vrij gelaten in het bepalen van de manier waarop het college ervan moet worden samengesteld en heeft het vooral niet verboden dat in sommige gevallen de arbeidsrechtbank zonder rechters in sociale zaken of het Arbeidshof zonder raadsheren in sociale zaken zitting zouden houden. Dat alleen aan de voorzitter van de arbeidsrechtbank een bevoegdheid is gegeven om in kort geding uitspraak te doen, vormt in dat opzicht een precedent.

Tegen de samenstelling die de artikelen 2 en 6 van het aan de Raad van State voorgelegde wetsvoorstel aan de arbeidsrechtbanken en de arbeidshoven beogen te geven voor het geval dat die rechtscolleges zitting houden in strafzaken, is dus wat de overeenstemming met artikel 105 van de Grondwet betreft niets in te brengen. Evenmin is daar enig bezwaar tegen te maken wat de overeenstemming met andere Grondwetsbepalingen aangaat.

In de toelichting bij het voorstel wordt die samenstelling van de in strafzaken zitting houdende arbeidsrechtbanken en -hoven echter voorgesteld als een regeling "die als overgangsmaatregel gedurende vijf jaar zou kunnen gelden". Artikel 66 van het voorstel, dat kennelijk aan dat voornemen beantwoordt, bepaalt dat "de artikelen 81, 100 en 104 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals die gewijzigd worden door de artikelen 2, 5 en 6 van deze wet, bij wijze van overgangsbepaling toepasselijk (zijn) voor een periode van vijf jaar met ingang van de datum van deze wet". De samenstelling van de arbeidsgerechten die zitting houden in strafzaken, zoals zij volgt uit de wijziging die bij de artikelen 2 en 6 van

het voorstel in de artikelen 81 en 104 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangebracht, zal dus in de opvatting van de indieners van het voorstel afgeschaft zijn vijf jaar na de inwerkingtreding van de wet (ofwel na de afkondiging ervan, want de tekst is in dit opzicht niet duidelijk), en de Koning zal dan niet meer de mogelijkheid hebben om een onderzoeks-rechter in de rechtbank van eerste aanleg aan te wijzen voor het uitoefenen, "bij de raadkamer van de arbeidsrechtbank", van een soortgelijk ambt als dat wat hij bekleedt in de rechtbank van eerste aanleg die in correctionele zaken zitting houdt (artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij artikel 5 van het voorstel).

De indieners van het voorstel hebben waarschijnlijk nu reeds de nodige schikkingen willen treffen opdat de arbeidsrechtbank en het Arbeidshof, na de "overgangs"-periode van vijf jaar, in strafzaken zitting kunnen houden met rechters en raadsheren in sociale zaken. Artikel 66 van het voorstel en het verstrijken van de termijn van vijf jaar zouden dat gevolg echter niet kunnen hebben. In de eerste plaats handhaaft artikel 66, zelfs na de termijn van vijf jaar, artikel 4 van het voorstel, dat artikel 94 van het Gerechtelijk Wetboek vervangt door een bepaling die toestaat dat "de raadkamer van de rechtbank, zitting houdende in correctionele zaken" bestaat uit één rechter, en trouwens niet aangeeft of het om een rechter in sociale zaken dan wel om een rechter in de arbeidsrechtbank gaat. Daarbij komt vooral nog dat de artikelen 81 en 104 van het Gerechtelijk Wetboek, in hun huidige tekst, die na vijf jaar automatisch hersteld zou worden, de samenstelling van arbeidsrechtbanken en -hoven nader bepalen en met name aangeven in welke hoedanigheid de magistraten in sociale zaken benoemd moeten zijn naar gelang van de verschillende, in artikel 578, 1° tot 8°, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde bevoegdheden. Daar de bevoegdheid van de arbeidsgerechten in strafzaken geregeld zou zijn bij artikel 578, 9°, van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 10, 2°, van het wetsvoorstel) zou de samenstelling van

de arbeidsrechtbank en van het Arbeidshof die in strafzaken zitting houden, niet vaststaan. Anders gezegd, het zou niet meer mogelijk zijn om het gerecht dat voor de bestraffing van de overtredingen inzake arbeidsrecht of sociale-zekerheidsrecht bevoegd is, regelmatig samen te stellen. Zelfs de samenstelling van de gerechten waarbij de zaken reeds aanhangig zouden zijn maar die zich nog niet uitgesproken zouden hebben over de bij hen ingestelde vorderingen, zou niet meer als regelmatig kunnen worden aangemerkt.

Indien de indieners van het voorstel hun tekst ter voldoening aan de zoëven gemaakte opmerking zodanig zouden wijzigen dat in de arbeidsgerechten die in strafzaken zitting houden welbepaalde magistraten in sociale zaken opgenomen zouden worden, zou vanuit het oogpunt van de eerbiediging van de Grondwet een essentiële vraag rijzen, de vraag namelijk of aan rechtbanken met niet-professionele, voor drie jaar benoemde magistraten (artikel 202 van het Gerechtelijk Wetboek), bevoegdheid in strafzaken kan worden verleend.

Men zou weliswaar kunnen beweren dat de bevoegdheid om de arbeidsgerechten in te richten, welke bevoegdheid aan de wetgever is toegekend bij artikel 105 van de Grondwet, ook de bevoegdheid insluit om die gerechten naar goeddunken samen te stellen, eventueel door het oprichten van kamers met assessoren-rechters in sociale zaken of raadsheren in sociale zaken, ook al moeten die kamers zich over strafvorderingen uitspreken. Een extra-argument zou ontleend kunnen worden aan artikel 105, eerste lid, dat wat de militaire rechtbanken betreft (die hoofdzakelijk strafrechtelijke bevoegdheid bezitten en wier college ook bestaat uit militaire magistraten die geen beroepsmagistraten zijn en evenmin voor het leven zijn benoemd) gesteld is in bewoordingen die de Grondwetgever van 1970 blijkbaar als voorbeeld hebben gediend toen hij het derde lid betreffende de arbeidsgerechten heeft aangenomen.

Toch lijkt in de rechtslitteratuur algemeen te worden aangenomen dat de berechting van strafzaken, behalve wat de militaire gerechten betreft, uitsluitend tot de bevoegdheid van de gewone rechter behoort. Zo verklaart professor André MAST - na erop te hebben gewezen dat artikel 183 van de Fundamentele Wet van 24 augustus 1815 die regel uitdrukkelijk stelde - dat, al heeft de Grondwet van 1831 dienaangaande niets bepaald, toch over het algemeen aanvaard wordt dat alleen de voor het leven aangestelde rechters grondwettelijk bevoegd zijn om in strafzaken uitspraak te doen (1). Als procureur-generaal F. DUMON ontkent dat het mogelijk is om aan de arbeidsgerechten strafrechtelijke bevoegdheid te verlenen, dan is het onder meer, zo niet hoofdzakelijk, omdat "twee van de drie rechters (die) uitspraak (zouden) doen over de strafvordering ... niet onafzetbaar zijn en niet de zorg, de tradities of het onafhankelijk statuut hebben van de rechters die de Grondwet heeft gewild" (2). Procureur-generaal J. MATTHIJS, die nochtans voorstander is van het verlenen van strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidsgerechten, verwijst naar de opvatting van professor MAST dat alleen de voor het leven aangestelde rechters grondwettelijk bevoegd zijn om in strafzaken uitspraak te doen en vraagt dat aan de arbeidsgerechten slechts strafrechtelijke bevoegdheid opgedragen zou worden mits dat geschiedt "aan alleenrechtsprekende beroepsrechters in de arbeidsrechtbanken, en aan kamers met drie beroepsmagistraten in de arbeidshoven" (3).

.../...

-
- (1) "Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk Recht", 6de op-nieuw bewerkte en aangevulde uitgave, Story Scientia, Gent, 1981, nr 384, blz. 426.
 - (2) "Ontwerpen voor hervormingen en jurisdictionele functie", rede uitgesproken op 1 september 1977 door de eerste advocaat-generaal F. DUMON op de plechtige openingszitting van het Hof van Cassatie, R.W., 1977-1978, kol. 273 en volgende, bepaaldelijk kol. 283.
 - (3) "Het arbeidsgerecht en de strafvordering wegens misdrijven tegen de sociale wetgeving", openingsrede uitgesproken op 2 september 1976 voor het Arbeidshof te Gent, R.W., 1976-1977, kolom 1537 en volgende, bepaaldelijk kolom 1568.

Deze meningen die, al vertonen zij onderling niet te veronachtzamen verschillen, toch overeenstemmen wat de kern van de zaak betreft, zijn gegrond op een redenering die verscheidene Grondwetsbepalingen met elkaar in verband brengt.

Voor alles zij erop gewezen dat de beteugeling van overtredingen van wetten en verordeningen in sociale zaken, veroordelingen met zich brengt die niet alleen gevolgen hebben voor het aanzien dat de justitiabelen genieten maar ook voor hun vermogen en, hetgeen ons vooral interesseert, voor hun meest essentiële vrijheid, voor hun persoonlijke vrijheid of vrijheid van komen en gaan.

Die essentiële vrijheid is neergelegd in artikel 7 van de Grondwet. Het derde lid van dat artikel waarborgt eenieders lichamelijke vrijheid doordat het uitdrukkelijk bepaalt dat er slechts "krachtens een met redenen omkleed bevel van de rechter" door aanhouding afbreuk aan mag worden gedaan. Welnu, volgens artikel 100 van de Grondwet worden "de rechters" voor het leven benoemd, zijn zij onafzetbare magistraten die deel uitmaken van de rechterlijke orde. Als dus alleen een rechter in de grondwettelijke betekenis van het woord een persoon in het belang van een strafrechtelijk onderzoek tijdelijk van zijn vrijheid kan beroven, hoe zou diezelfde persoon dan gedurende een min of meer lange periode van zijn vrijheid beroofd kunnen worden door een strafrechtelijke veroordeling die zelf niet zou uitgaan van een of meer voor het leven benoemde rechters, dit wil zeggen van rechters die wegens hun onafzetbaarheid die essentiële garantie van onafhankelijkheid bieden? Op die redenering is het dat professor MAST steunt om te verklaren dat alleen een onafzetbaar beroepsrechter een strafrechtelijke veroordeling mag uitspreken (1). Het staat vast dat de garanties voor de onafhankelijkheid van de rechters, waar de Grondwetgever duidelijk veel belang aan heeft gehecht

.../...

(1) Loc. cit.

(zie de artikelen 99, 100, 102, 103), vooral te verantwoorden zijn met het oog op een doeltreffende bescherming van de persoonlijke vrijheid.

Er is wel eens opgeworpen dat onze Grondwet bepaalt dat de zwaarste misdrijven worden voorgelegd aan rechters die niet onafzetbaar zijn (de jury in assisenzaken) (1). Daarbij wordt echter uit het oog verloren dat de jury, die niet benoemd maar bij loting aangewezen wordt, daardoor niet blootstaat aan het gevaar voor ongepaste beïnvloeding van buiten uit dat verbonden kan zijn aan benoemingen die geschieden voor vrij korte termijnen die eindeloos hernieuwd kunnen worden.

Ernstiger is ongetwijfeld het bezwaar dat ontleend wordt aan de strafrechtelijke bevoegdheid van de militaire gerechten (2). Op te merken valt echter dat de militaire leden van de krijgsraden niet benoemd worden uit kandidaten onder wie een keuze kan worden gemaakt; zij worden, ieder op zijn beurt, door de voorzitter van de krijgsraad aangewezen uit alle officieren in werkelijke dienst, in een volgorde die strikt met hun dienstouderdom overeenkomt (titel II van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het Leger, artikelen 47 en volgende). Bij het militair gerechtshof worden de officieren die de verschillende kamers vormen, door de voorzitter bij loting aangewezen. Dat de aanwijzing slechts voor een beperkte termijn geschiedt, kan dus hier, net zo min als wat de leden van de jury betreft, voor de aanwijzende overheid een gelegenheid zijn om op enigerlei wijze het verloop van de rechtspleging te beïnvloeden.

.../...

(1) U. DEPREZ, "Les juridictions du travail", in "A l'enseignement du droit social belge", Revue de l'U.L.B. 1978, blz. 230 en volgende, inzonderheid blz. 255.

(2) U. DEPREZ, loc. cit.

Daarbij komt nog dat de militaire gerechten, die in ons land evenals in vele andere democratische Staten steeds hebben bestaan, voorzien in specifieke behoeften van de militaire tucht, die voor het bestaan zelf van een leger van wezenlijk belang wordt geacht. Toen de Grondwetgever van 1831 hun bestaan door artikel 105, eerste lid, heeft bekrachtigd, kende hij wel degelijk hun statuut en wist hij dat hun bevoegdheid hoofdzakelijk op het gebied van de bestraffing lag. Artikel 105, eerste lid, blijkt dus een uitzondering te zijn op het beginsel dat alleen onafzetbare rechters voor strafzaken bevoegd zijn. Hetzelfde kan niet worden gezegd van de arbeidsgerechten daar zij op het ogenblik dat hun "een expliciete constitutionele rechtsgrond werd gegeven" geen strafrechtelijke bevoegdheid hadden gekregen. In verband met het feit dat de Grondwetgever in 1970 artikel 105, derde lid, heeft aangenomen, schrijft U. DEPREZ : "nulle part, ni à aucun moment ce constituant ne s'est prononcé sur le point de savoir si les juridictions du travail peuvent ou non être chargées de l'action publique" (1).

Dat er stemgerechtigde rechters in sociale zaken of raadsheren in sociale zaken aanwezig zouden zijn in een gerecht dat zich heeft uit te spreken over strafvervolgning en in voorkomend geval de beklaagden tot vrijheidsstraffen moet veroordelen, zou dus strijdig zijn met een grondwettelijk beginsel dat uit de artikelen 7, 100 en 105 van de Grondwet af te leiden is. Dat zou ook gelden voor de aanwezigheid van magistraten in sociale zaken die slechts een raadgevende stem zouden bezitten : hun deelneming aan het geheime beraad van de raadkamer waartegen de verdediging geen tegenspraak vermag te voeren, is niet te herleiden tot een gewone raadgevende bevoegdheid. Het is uiteraard uitgesloten dat zij hun mening openlijk te kennen geven en dat de verdediging kan opkomen tegen het vonnis dat door de rechters-assessoren bij wijze van advies wordt verleend, voordat het eindvonnis door de voorzitter wordt gewezen.

.../...

(1) Zie U. DEPREZ, op. cit. blz. 255.

Ook artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden lijkt uit te sluiten dat strafzaken worden berecht door arbeidsgerechten waarin assessoren-magistraten in sociale zaken zitting hebben. Naar luid van die bepaling heeft immers een ieder, met name "bij ... een tegen hem ingestelde strafvervolging" recht op een "eerlijke" behandeling van zijn zaak door "een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie". De bepaling voorziet bovendien ten gunste van "een ieder, die wegens een strafbaar feit wordt vervolgd", in een aantal waarborgen met betrekking tot de rechten van de verdediging en in het bijzonder in de mogelijkheid de getuigen à charge te ondervragen en getuigen à décharge te doen oproepen, het zogenaamde beginsel van "gelijke wapens".

Voor het uitoefenen van hun huidige bevoegdheden zijn de arbeidsgerechten zo samengesteld dat er, onder het voorzitterschap van een onafzetbaar beroepsmagistraat, evenwicht is onder de magistraten in sociale zaken die als arbeider, als bediende, als zelfstandige of als werkgever zijn benoemd. Dat evenwicht verschilt naar gelang van de aard van het geschil dat beslecht moet worden. Het volgt doorgaans uit de "paritaire" samenstelling van het college dat evenveel als werkgever benoemde rechters omvat als rechters die in de hoedanigheid van loontrekkende zijn benoemd, hetgeen in geschillen waarbij werkgevers en werknemers tegenover elkaar staan, noodzakelijkerwijze tot gevolg heeft dat geen van beide partijen zich ten opzichte van de andere bevoordeeld of benadeeld kan achten. De wetgever heeft ernaar gestreefd "de paritaire vertegenwoordiging van de belangen die in het geding zijn veilig te stellen" (1). Wanneer het niet gaat om belangen waarbij werknemer en werkgever tegenover elkaar staan, tracht men het evenwicht langs andere wegen te bereiken, bijvoorbeeld door aan de voorzitter van de kamer een zelfstandige en een rechter in de arbeidsrechtbank toe te voegen

.../...

(1) A. FETTWEIS, "Les institutions judiciaires et la compétence", in "Le Code judiciaire, Travaux de la Faculté de droit de Namur", Namen, Brussel, 1969, blz. 49 en volgende, inzonderheid blz. 55.

wanneer een zelfstandige in geschil is met een instelling voor ziekte- en invaliditeitsverzekering of een fonds voor sociale verzekeringen, dit wil zeggen wanneer de betwisting betrekking heeft, enerzijds op het particuliere belang van een zelfstandige en anderzijds op het algemeen belang van de sociale-zekerheidsregeling voor zelfstandigen.

In het geval van een strafvordering is niet duidelijk hoe een evenwicht onder de magistraten in sociale zaken te bereiken is. De hele maatschappij heeft dan belang bij de bestraffing; dat is trouwens de reden waarom het openbaar ministerie in iedere strafzaak noodzakelijkerwijs als hoofdpartij optreedt.

Cyrille DE SWAEF spreekt zich in zijn "Réflexions sur la réforme des juridictions du travail" (1) uit ten gunste van een verruiming van de bevoegdheid van de arbeidsrechtbanken tot strafzaken en verklaart "ervan overtuigd te zijn dat het de assessoren-werkgevers en niet de assessoren-werknemers zouden zijn die zich ten aanzien van door werkgevers begane misdrijven het strengst zouden betonen, en omgekeerd". Men kan daaruit echter bezwaarlijk, zoals de auteur doet, tot een "degelijke garantie van onpartijdigheid" besluiten.

Procureur-generaal J. MATTHIJS is van mening dat "de sociale partners, afgezien van de bestaande constitutionele beletsels, bezwaarlijk (kunnen) deelnemen aan het rechtspreken in strafzaken, in de eerste plaats omdat ze daardoor gevaar lopen zelf in een uitermate kiese situatie te worden gesteld tegenover de leden van de groep waartoe ze zelf behoren" (2). U. DEPREZ sluit zich bij die mening aan (3).

.../...

(1) In : "Mélanges offerts à Léon-Eli Troclet, Editions de l'Institut de Sociologie, blz. 61 en volgende, inzonderheid blz. 105 en volgende.

(2) Op. cit., blz. 272.

(3) Loc. cit.

Het lijkt er niet zozeer om te gaan of de magistraten in sociale zaken strenger of toegeeflijker dan de beroepsmagistraten zullen zijn. Veeleer is de vraag of die magistraten in alle omstandigheden in staat zullen zijn om "een onpartijdig, volkomen objectief en onbevreesd oordeel" te vellen (1), terwijl een strafzaak toch, in sommige gevallen althans, min of meer heftige hartstochten kan doen oplaaien en bij bepaalde maatschappelijke groepen, nog vóór het vonnis is gewezen, als een schandaal kan worden ervaren. Wanneer een werknemer ten onrechte werkloosheidsuitkering trekt, wekt dat ergenis in werkgeverskringen, maar ook de vertegenwoordigers van de werknemers zullen er aanstoot aan nemen. "Sluikarbeid" kan in het geval van een onderneming die in moeilijkheden verkeert, misschien met een te grote inschikkelijkheid worden benaderd door werkgevers die zichzelf genoodzaakt achten hun toevlucht daartoe te nemen; de vrees dat andere werknemers een moeilijk te vervangen baan zouden verliezen lijkt te kunnen leiden tot een even overdreven inschikkelijkheid bij diegenen die dezelfde vrees koesteren voor hun eigen betrekking of die van hun naaste verwanten.

In strafzaken zouden de magistraten in sociale zaken er dan ook, precies wegens hun plaats in het maatschappelijk bestel, althans onder bepaalde omstandigheden oorzaak van kunnen zijn dat het sociale gerecht een deel van zijn onafhankelijkheid en onpartijdigheid inboet, de "eerlijkheid" van de rechtspleging in het geding komt en twijfel ontstaat of er inderdaad met "gelijke wapens" gestreden wordt tussen de eisende en de vervolgte partij.

Daaruit moet worden geconcludeerd dat de arbeidsrechten in strafzaken niet met magistraten in sociale zaken zitting zouden kunnen houden zonder dat de eisen van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, althans in sommige gevallen, worden miskend.

.../...

(1) J. MATTHIJS, loc. cit.

III. Omschrijving van de bevoegdheid, te verlenen aan de arbeidsgerechten zitting houdend in strafzaken.

Het moge dan waar zijn, zoals hiervoren is uiteengezet (opmerking I), dat de wet aan de arbeidsgerechten een bevoegdheid in strafzaken kan toekennen, toch zou ze hun op dat gebied niet onverschillig welke bevoegdheid kunnen verlenen. Zoals hiervoren reeds is opgemerkt (opmerking I), had de Grondwetgever, toen hij aan artikel 105 van de Grondwet een derde lid toevoegde, dat de regeling van de bevoegdheid van de arbeidsgerechten aan de wetgever opdroeg, over die gerechten een algemene opvatting die voortvloeide uit de bevoegdheden die destijds door de arbeidshoven en de arbeidsrechtbanken werden uitgeoefend. De wet kan die bevoegdheden stellig wijzigen, uitbreiden of beperken. Maar zonder de grondwettelijke bepaling te schenden die haar toestaat de bevoegdheid van de arbeidsgerechten te regelen, zou ze hun geen bevoegdheden kunnen opdragen die geen verband zouden houden met die welke ze reeds bezitten, en die het begrip "arbeidsgerechten" zelf zouden vertekenen. Die arbeidsgerechten zijn bijzondere gerechten. Hun oprichting beantwoordt aan specifieke eisen in de uitoefening van de rechtsprekende functie. Die eisen, die het bestaan van die gerechten rechtvaardigen, zijn tevens ook een maat voor de omvang van de bevoegdheden die hun kunnen worden toegekend.

Het aan de Raad van State voorgelegde wetsvoorstel beoogt aan de arbeidsgerechten een bevoegdheid in strafzaken te verlenen die kennelijk verband houdt met de bevoegdheden van een andere orde welke die gerechten uitoefenen sedert het Gerechtelijk Wetboek van 10 oktober 1967 - vóór de aan-neming van het derde lid van artikel 105 van de Grondwet - ze heeft georganiseerd. Die nieuwe bevoegdheid wordt door het wetsvoorstel omschreven als de bevoegdheid om kennis

.../...

te nemen van vervolgingen wegens "overtreding van de wetten en de verordeningen betreffende een van de aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de arbeidsgerechten" (zie artikel 9 van het voorstel, dat artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek wijzigt, en artikel 10, dat artikel 578 van hetzelfde Wetboek wijzigt). Die bewoordingen tonen duidelijk het verband aan tussen de bevoegdheden die aldus worden toegekend in strafzaken en de andere bevoegdheden van het arbeidshof en van de arbeidsrechtbank. Die omschrijving doet trouwens niets anders dan de bewoordingen herhalen welke artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek thans gebruikt om de gevallen te bepalen waarin de leden van het arbeidsauditoraat de openbare rechtsvordering uitoefenen bij de politierechtbanken en bij de rechtbanken van eerste aanleg. Artikel 578, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek, van zijn kant, bepaalt een van de huidige bevoegdheden van de arbeidsrechtbank in nagenoeg gelijkaardige bewoordingen ("van geschillen van burgerlijke aard die het gevolg zijn van een overtreding van de wetten en besluiten betreffende de arbeidsreglementering en de aangelegenheden onder de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank").

Gebruik maken van een reeds beproefde formule biedt onbetistbaar een voordeel. Bepaalde twijfels omtrent de juiste interpretatie ervan zijn door de rechtspraak weggenomen kunnen worden. Zo heeft artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek, waarvan de bewoordingen gedeeltelijk overgenomen zouden worden, reeds aanleiding gegeven tot verscheidene arresten van het Hof van Cassatie. Dit Hof heeft onder meer verduidelijkt dat tot de verordeningen over de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van de arbeidsgerechten behoren, moeten worden gerekend : het koninklijk besluit nr 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit (1) en het

.../...

(1) Cass., 6 december 1971, Verz. Arr., 1972, 333, R.W., 1972-1973, 127, J.T.T., 1972, 231, met noot P. VAN DER VORST.

Algemeen Reglement voor de Bescherming van de Arbeid, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, met inbegrip van zijn titel I die het stelsel bevat van de zogeheten "vergunningsplichtige" inrichtingen, maar, wat dit laatste reglement betreft, enkel ingeval de overtreding door een werkgever is begaan (1). Ingeval er, mede door valse verklaringen, ten onrechte werkloosheidsuitkeringen zijn getrokken, mogen de sancties, bepaald in artikel 261 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, en die welke zijn vastgesteld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen in verband met de subsidies en toelagen van elke aard (welk artikel verwijst naar artikel 496 van het Strafwetboek), niet worden toegepast op de vervolgingen door de arbeidsauditeur, maar enkel op de vervolgingen door het gewone parket (2).

In een commentaar op die rechtspraak, zoals ze bestond op het tijdstip dat hij die commentaar schreef, kwam procureur-generaal J. MATTHIJS (3) tot het besluit dat het eerste lid van artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek meestal noopte tot een zeer subtiel onderscheid. In een meer recente studie erkennen H. FRANCK en A.KOHL, van hun kant, dat

.../...

-
- (1) Cass. 22 mei 1979, Verz. Arr., 1978-1979, 1103, 25 mei 1976, *ibid.*, 1976, 1063, drie arresten, 9 maart 1976, *ibid.* 1976, 788, 28 januari 1975, R.W., 1975-1976, kol 33.
- (2) Cass. 22 januari 1973, Verz. Arr. 1973, 523.
- (3) "Het arbeidsgerecht en de strafvordering wegens misdrijven tegen de sociale wetgeving", rede uitgesproken op de plechtige openingszitting van het Arbeidshof te Gent op 2 september 1976, R.W., 1976-1977, kol. 1537 en volgende, inzonderheid nr 8, kol. 1545; Franse tekst van die openingsrede, "Les juridictions du travail et l'action publique du chef d'infractions à la législation sociale", in J.T.T., 1977, blz. 266 en volgende.

er voor de toepassing van artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek nog "twijfelachtige stellingen" bestaan (1).

Indien de bevoegdheid van de arbeidsgerechten in strafzaken wordt omschreven zoals in het aan de Raad van State voorgelegde voorstel is gedaan, zal dit derhalve tot gevolg hebben dat het soms nogal moeilijk zal zijn te bepalen of die gerechten werkelijk bevoegd zijn. Eenzelfde overtre- ding, bijvoorbeeld een schending van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, zal ter kennisneming staan van het arbeids- gerecht als ze door een werkgever wordt begaan, maar ter ken- nisneming van het strafgerecht van gemeen recht als ze door een werknemer of door een zelfstandige wordt begaan, tenzij deze laatste tegelijkertijd werkgever zou zijn. Men kan zich trouwens afvragen of het wel in de bedoeling van de indieners van het voorstel ligt om dezelfde overtreding te laten berech- ten door verschillende rechters, naar gelang van de hoedanig- heid van degene die de overtreding begaat. Zal in sommige ge- vallen waar werkgever en werknemer voor de arbeidsrechtbank vervolgd kunnen worden, een derde, bijvoorbeeld een bezoeker of een ontslagen werknemer, die gerookt heeft waar er rook- verbod is, mede onder de bevoegdheid van het arbeidsgerecht vallen ?

.../...

(1) "Réflexions sur la poursuite et la répression des infrac- tions de droit pénal social", J.T.T., 1979, blz. 285 en volgende, inzonderheid blz. 286.

Een andere manier om de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank en van het Arbeidshof in strafzaken te omschrijven zou erin bestaan de wets- of verordeningsbepalingen op te sommen waarvan de schending een overtreding zou kunnen opleveren die tot de bevoegdheid van die gerechten behoort. Dat is de wetgevingstechniek die gebruikt is in de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten; welnu, men weet dat de arbeidsrechtbank precies bevoegd is voor de toepassing van die administratieve sancties (artikel 583 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het gewijzigd is bij de wet van 30 juni 1971). Een dergelijke methode om de bevoegdheid van de arbeidsgerechten in strafzaken vast te stellen zou ongetwijfeld nog meer rechtszekerheid bieden. Bovendien zou zij het mogelijk maken klaar en duidelijk te stellen, eventueel op verschillende wijze naar gelang van het type van overtreding, of enkel de werkgever, enkel de werknemer, enkel de zelfstandige, ofwel twee of drie van hen, ofwel nog iedereen, vervolgd kan worden voor de arbeidsgerechten. Die methode zou bovendien voorkomen dat een van de bevoegdheden van de arbeidsgerechten moet worden bepaald door verwijzing naar hun andere bevoegdheden (wat trouwens reeds het geval is in het huidige artikel 583 van het Gerechtelijk Wetboek).

In feite hebben de auteurs van het voorstel blijkbaar zelf geaarzeld tussen de twee methodes. Kennen de artikelen 1, 10, 2°, en 48 aan de arbeidsgerechten een strafrechtelijke bevoegdheid toe waarvoor, eventueel door middel van verwijzing, op een min of meer rechtstreekse wijze aansluiting is gezocht met de formule die in het huidige artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek is gebruikt, artikel 36,

.../...

daarentegen, beoogt in het Wetboek van Strafvordering een artikel 138bis in te voegen, waarin uit twee welbepaalde wetgevingen een aantal artikelen worden aangewezen die misdrijven omschrijven waarvan de arbeidsrechtbank kennis zou hebben te nemen. Het ware natuurlijk verkieslijk zich te houden aan een van de twee hiervoren onderscheiden methodes, en niet tegelijk met de ene en de andere te werken, want dit kan bij de interpretatie van de wet bepaalde twijfels doen ontstaan. Ook zou de volledige omschrijving van de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank in strafzaken in één enkele bepaling van de wet moeten worden opgenomen. En die bepaling zou het best haar plaats vinden in het Wetboek van Strafvordering, dat de bevoegdheid van de gewone strafgerechten omschrijft. Artikel 1 van het voorstel, hetwelk hoe dan ook overbodig lijkt omdat het er zich toe beperkt een beginsel te formuleren dat verwezenlijkt wordt door een reeks wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van Strafvordering, zou dan vervallen. Dit zou eveneens het geval zijn met artikel 10, 2°, van het voorstel dat, via een wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, aan de niet strafrechtelijke bevoegdheden van de arbeidsrechtbank de strafrechtelijke bevoegdheden beoogt toe te voegen welke het voorstel haar wil toekennen. Het Gerechtelijk Wetboek regelt immers niet de bevoegdheid van de rechtbanken in strafzaken; wanneer het dus in de artikelen 568 en volgende de bevoegdheden van de rechtbank van eerste aanleg opsomt, laat het haar bevoegdheden als correctionele rechtbank onvermeld; die bevoegdheden zijn summier vastgesteld in artikel 179 van het Wetboek van Strafvordering.

.../...

Steeds in verband met de afbakening van de bevoegdheid van de arbeidsgerechten in strafzaken, moge nog worden gewezen op artikel 33 van het voorstel, dat in het Wetboek van Strafvordering een artikel 136bis beoogt in te voegen.

Het eerste lid van dit artikel 136bis lijkt overbodig, aangezien het zich ertoe beperkt in zeer algemene bewoordingen de respectieve bevoegdheden op te sommen van de gerechten waarover titel I van boek II van het Wetboek handelt en de bevoegdheden van elk van die gerechten in feite met meer nauwkeurigheid worden omschreven in andere artikelen van hetzelfde Wetboek.

Het tweede lid van dit artikel 136bis beoogt het gerecht te bepalen dat bevoegd is wanneer vervolgingen worden ingesteld tegen twee of meer personen die beschouwd worden als daders of mededaders van of medeplichtigen aan eenzelfde misdrijf, of als dader van samenhangende misdrijven, ingeval een of meer van hen, indien ze alléén vervolgd waren geweest, voor de arbeidsrechtbank zouden hebben moeten verschijnen, terwijl een of meer anderen zouden hebben moeten verschijnen voor de correctionele rechtbank. Het derde lid beoogt het probleem van de bevoegdheid te regelen in geval van samenhangende misdrijven en in geval van samenloop van misdrijven, wanneer ten minste een van de misdrijven in beginsel voor de correctionele rechtbank gebracht zou moeten worden, terwijl ten minste één andere voor de arbeidsrechtbank zitting houdend in strafzaken zou moeten komen. De bepalingen van het voorstel lijken hier afgestemd te zijn op die welke thans de afbakening

.../...

van de bevoegdheden betreffen tussen de gewone strafgerechten en de militaire gerechten. In tegenstelling met de bevoegdheid van deze laatste gerechten, die, in vreedstijd althans, berust op het feit dat de verdachte een militair is, zou de strafrechtelijke bevoegdheid van de arbeidsgerechten, volgens het voorstel, in wezen bepaald worden door de aard van de misdrijven, hoewel - indien de indieners van het voorstel het wel degelijk zo bedoelen - die bevoegdheid, in bepaalde gevallen, daarenboven zou afhangen van een voorwaarde die verband houdt met de verdachte zelf, namelijk dat hij werkgever is. Uit dit verschil vloeit onder meer voort dat, in geval van samenloop van misdrijven, de strafbare feiten, naar gelang van hun omschrijving, gebracht zullen worden voor de rechtsmacht van de correctionele rechtbank of voor de rechtsmacht van de arbeidsrechtbank, terwijl een dergelijke splitsing niet zou kunnen voorkomen wat betreft de bevoegdheid van de militaire gerechten. De regel die is neergelegd in het ontworpen artikel 33 zal tot gevolg hebben dat aan de arbeidsgerechten zal worden onttrokken elke vervolging waarbij het onder die gerechten ressorterende misdrijf volgens de regels die gelden inzake samenloop van misdrijven, verbonden is met een gemeenrechtelijk misdrijf. Daaruit volgt ook dat het begrip "personen die aan het arbeidsgerecht onderworpen zijn" niet deugdelijk is om de bevoegdheidsmaatstaf voor een dergelijk gerecht aan te geven.

+

+ +

.../...

Bij de omschrijving van de bevoegdheid van de arbeidsgerechten, zoals die blijkt uit de bepalingen van het voorstel, is nog een laatste opmerking te maken.

Volgens artikel 1 van het voorstel wordt "de strafrechtelijke bevoegdheid voor de overtredingen van de wetten en de verordeningen overgedragen naar de arbeidsgerechten voor de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren". Het woord "overtreding" wordt hier blijkbaar in een ruime betekenis gebruikt, dat wil zeggen dat het niet alleen op gewone overtredingen en op wanbedrijven doelt, maar ook op misdaden (in de zin van artikel 1 van het Strafwetboek).

Andere bepalingen van het voorstel, onder meer artikel 58, dat met wijziging van de artikelen 218, 408, 429, 432, 435 en 445 van het Strafwetboek bij het Arbeidshof een kamer van inbeschuldigingstelling opricht, tonen aan dat de indieners van het voorstel ervan uitgegaan zijn dat sommige misdrijven op het gebied van het arbeidsrecht en het sociale-zekerheidsrecht misdaden zouden kunnen zijn.

In de huidige stand van ons sociaal recht bestaat er in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de arbeidsgerechten behoren geen overtreding van wetten en verordeningen waarop een criminele straft zou staan.

Het is niettemin mogelijk dat de indieners van het voorstel gedacht hebben dat dit in de toekomst niet noodzakelijkwijze het geval zou zijn en dat zij derhalve hebben willen regelen hoe een misdrijf van criminele aard zou worden berecht als het een schending zou opleveren van het arbeidsrecht of van het sociale-zekerheidsrecht, zoals dat door de arbeidsgerechten wordt toegepast.

Het is duidelijk dat de wetgever artikel 98 van de Grondwet moet ontzien en dat hij bijgevolg de bevoegdheid om de personen te berechten die beschuldigd worden van dergelijke misdaden, niet mag opdragen aan gerechten die zitting zouden houden zonder de bijstand van een jury.

Het woord "overtredingen", dat gebruikt wordt in de artikelen 1 en 10, 2°, van het wetsvoorstel, lijkt bijgevolg te ruim.

Anderzijds kan men zich afvragen, nu de indieners van het voorstel bij het Arbeidshof een kamer van inbeschuldigingstelling wensen in te stellen, of de gronden waarop zij aan die kamer ten aanzien van sommige misdaden de taak van onderzoeken en verwijzingsgerecht willen opdragen en, meer in het algemeen, de hele interne logica van hun voorstel, niet eisen dat het Hof van Assisen dat bevoegd is om de van die misdaden beschuldigde personen te berechten, op een bijzondere wijze wordt samengesteld en dat meer bepaald in het college van dat hof veeleer magistraten van het Arbeidshof en van de arbeidsrechtbank zitting hebben dan wel magistraten van het Hof van beroep en van de rechtbank van eerste aanleg. Het voorstel bevat evenwel geen enkele bepaling daaromtrent en bepaalt ook niet dat de zetel van het openbaar ministerie bij het Hof van assisen kan of moet worden bezet door een magistraat van het arbeidsauditoraat.

IV. Kwesties die de rechterlijke organisatie betreffen.

Het wetsvoorstel beoogt tal van wijzigingen aan te brengen in het Gerechtelijk Wetboek, in het Wetboek van Strafvordering en in de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, om te komen tot de in artikel 1 bedoelde "overdracht" van strafrechtelijke bevoegdheid, welke "overdracht" het wezenlijk doel van het voorstel is.

Die wijzigingen zijn vaak detailwijzigingen. Zij strekken er bijvoorbeeld toe in sommige artikelen de arbeidsauditeur te vermelden naast de procureur des Konings, of het Arbeidshof naast het Hof van beroep.

Afgezien van een aantal onvolkomenheden die de vorm betreffen en waarvan het, zoals al is gezegd, onnodig is gebleken hier een bestek op te maken, leveren deze, punt voor punt aangebrachte nauwkeurige wijzigingen het bezwaar op dat aan de vele problemen die de nagestreefde aanpassing van het gerechtelijk bestel doet rijzen, slechts fragmentarische, soms onvolledige en vaak ook onsamenhangende oplossingen worden gegeven.

Op de eerste plaats hebben de indieners van het voorstel blijkbaar een terminologisch probleem willen beslechten, maar de slechts gedeeltelijke oplossing die ze er aan geven, dreigt een gebrek aan samenhang te doen ontstaan. Verscheidene bepalingen van het voorstel voeren opnieuw een verouderde uitdrukking in die de wet van 10 oktober 1967 heeft afgeschaft. In bepaalde artikelen en in bepaalde opschriften wordt de uitdrukking "correctionele rechtbanken" vervangen door de uitdrukking "rechtbanken zitting houdend in correctionele zaken". Het voorstel doet dat echter niet systematisch want het laat een aantal andere bepalingen waar de bedoelde uitdrukking voorkomt, met name artikel 96 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 179 van het Wetboek van Strafvordering ongemoeid. De zorg voor symmetrie in de aanduiding van enerzijds het gemeenrechtelijk gerecht en anderzijds het arbeidsgerecht, waardoor die verandering blijkbaar is ingegeven, houdt nog een ander bezwaar in, het bezwaar namelijk dat de arbeidsrechtbank twee benamingen krijgt, naargelang zij zitting houdt in gewone politiezaken dan wel in correctionele zaken. Derhalve lijkt het verkieslijk de uitdrukking "correctionele rechtbanken" te behouden ter aanduiding van een van de gerechten die deel uitmaken van de rechtbank van eerste aanleg, en het gerecht waaraan het wetsvoorstel nieuwe bevoegdheden toekent, "arbeidsrechtbank zitting

houdend in strafzaken" te noemen. Die benaming zou, behalve dat zij steun zou vinden in artikel 2 van het wetsvoorstel, het voordeel bieden een kunstmatige opsplitsing te voorkomen van de bevoegdheid die wordt uitgeoefend ten aanzien van wanbedrijven en die welke betrekking heeft op gewone overtredingen.

+

+ +

Een belangrijkere vraag geldt de samenstelling en de werking van het onderzoeksgerecht bij de arbeidsrechtbank die zitting houdt in strafzaken.

De commentaar die de toelichting van het voorstel geeft bij artikel 2, dat artikel 81 van het Gerechtelijk Wetboek wijzigt, luidt als volgt : "Het blijkt noodzakelijk te bepalen dat de arbeidsrechtbank uit ten minste drie kamers bestaat waarvan één gevormd wordt door een beroepsmagistraat en strafrechtelijke bevoegdheid heeft én als onderzoeksgerecht én als vonnisgerecht". Daaruit blijkt dat eenzelfde kamer bestendig zou optreden én als onderzoeksgerecht én als vonnisgerecht.

Het Belgisch recht onderscheidt de raadkamer duidelijk van het vonnisgerecht : "La chambre du conseil, en matière répressive est une juridiction spéciale, chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire lorsqu'elle est terminée, et d'en déduire, s'il y a lieu, le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. Ce système assure une garantie aux inculpés, en ce que le renvoi devant une juridiction de jugement est subordonné à la décision d'un organisme indépendant" (1). Ridder A. BRAAS heeft het over de "onderlinge onafhankelijkheid" van het onderzoeksgerecht en van het vonnisgerecht. Artikel 828, 8°,

.../...

(1) R.P.D.B., v° "organisation judiciaire", nr 546.

van het Gerechtelijk Wetboek zou trouwens de mogelijkheid bieden de rechter te wraken die zitting zou hebben gehad in de raadkamer en daarna in dezelfde zaak zitting zou nemen in het college van het vonnisgerecht.

Het wetsvoorstel zou, gelet op hetgeen zoëven is opgemerkt, de samenstelling van de raadkamer van de arbeidsrechtbank zitting houdend in strafzaken nauwkeuriger moeten bepalen en de beklaagde moeten garanderen dat hij berecht kan worden door een kamer waar niet opnieuw de magistraten zitten die van de zaak reeds kennis hebben genomen als onderzoeksrechter of als voorzitter of lid van de raadkamer.

Aangezien het in het voorstel bedoelde vonnisgerecht uit één enkele rechter zal bestaan - althans in de eerste tijd dat de wet wordt toegepast - lijkt de samenstelling van dit gerecht altijd volkomen dezelfde te zullen zijn als die van het onderzoeksgerecht. Dezelfde magistraat die geoordeeld heeft dat de bezwaren voldoende grond opleveren voor verwijzing, zal zitting hebben als verwijzingsrechter om te beslissen of diezelfde bezwaren een behoorlijk bewezen misdrijf uitmaken. In alle gevallen waar de beklaagde de echtheid van de feiten betwist, zal hij een wrakingsgrond kunnen aanvoeren. Dit zal eveneens het geval zijn wanneer de beklaagde de bevoegdheid van het vonnisgerecht bedoelt te betwisten door, bijvoorbeeld, aan te voeren dat het misdrijf dat hem ten laste wordt gelegd, een politiek misdrijf is.

+

.../...

Volgens artikel 4 van het wetsvoorstel, dat artikel 94 van het Gerechtelijk Wetboek wijzigt, kan de raadkamer van de arbeidsrechtbank, zitting houdend in strafzaken, bestaan uit één rechter. De juiste samenstelling ervan blijft dus onzeker.

De huidige tekst van artikel 94 van het Gerechtelijk Wetboek zegt : "De raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg die zitting houdt in correctionele zaken, kan bestaan uit één rechter". Dit is hierdoor te verklaren dat in de wet van 25 oktober 1919 "tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken" is gesteld dat "de bevoegdheden van de raadkamer ... worden opgedragen aan een kamer met één rechter" (enig artikel, XV).

Het voorstel zou moeten bepalen of de aanwezigheid van één rechter in de raadkamer van de arbeidsrechtbank zitting houdend in strafzaken, inderdaad slechts een mogelijkheid is, en wie in dat geval de beslissing kan nemen om er gebruik van te maken, dan wel of die samenstelling van de raadkamer feitelijk de enige toegestane is.

+

Het voorstel bevat geen enkele bepaling betreffende de werking van de raadkamer van de arbeidsrechtbank. Ongetwijfeld zullen de artikelen 128, 130, 133 en 134 van het Wetboek van Strafvordering zonder bezwaar toepassing vinden in geval van invrijheidstelling van de verdachte, in geval van verwijzing naar de arbeidsrechtbank of, indien het feit van criminele aard is, in geval van vaststelling van het bestaan van het misdrijf met het oog op de toezending van het dossier aan de procureur-generaal. Betreffende artikel 129 van hetzelfde Wetboek dient men zich af te vragen of de omzetting van de feiten in een gewone

.../...

overtreding, waardoor, volgens het gemeen recht, verwijzing naar de politierechtbank mogelijk wordt in plaats van verwijzing naar de correctionele rechtbank, voor de raadkamer van de arbiedsrechtbank de invrijheidstelling van de verdachte tot gevolg zou hebben, welke invrijheidstelling de raadkamer hoe dan ook kan uitspreken op grond van artikel 130, tweede lid. De indieners van het voorstel behoren na te gaan of er geen soortgelijke bepaling dient te worden vastgesteld als die welke voorkomt in artikel 129, eerste lid, dat voorziet in de invrijheidstelling van ambtswege wanneer de raadkamer het feit "slechts als een overtreding" beschouwt.

+

De grootste moeilijkheid die teweeg wordt gebracht door de verdeling van de bevoegdheden tussen de correctionele rechtbank en de arbeidsrechtbank zitting houdend in strafzaken, ligt in de bevoegdheidsconflicten.

Volgens de thans geldende beginselen, en ingeval zij de bezwaren voldoende acht, zal de raadkamer zich ertoe moeten bepalen hetzij de verdachte te verwijzen naar het vonnisgerecht van de rechtbank waartoe zij behoort, hetzij zich onbevoegd te verklaren. Hoe het ook zij, het zal dan de taak zijn van het orgaan van het openbaar ministerie bij hetzelfde gerecht, om het dossier toe te zenden aan het bevoegde parket. Heeft een eerste onderzoeksgerecht zich onbevoegd verklaard, dan zal het tweede onderzoeksgerecht, waarbij dezelfde feiten zijn aangebracht, noodzakelijkerwijz opnieuw de bevoegdheidsvraag onderzoeken. De vonnisgerichten zullen zich op hun beurt genoopt kunnen vinden om op die vraag terug te komen.

.../...

In geval van strijdigheid tussen de beslissing van de onderzoeks- of de vonnisgerechten van de correctionele rechtbank en de beslissing van de overeenkomstige gerechten die tot de arbeidsrechtbank behoren, zal er grond zijn tot regeling van rechtsgebied, evenals in geval van strijdigheid tussen de beslissing van het onderzoeksgerecht en de beslissing van het vonnisgerecht van hetzij de correctionele rechtbank hetzij de arbeidsrechtbank zitting houdend in strafzaken. Het wetsvoorstel zal bijgevolg het aantal procedures tot regeling van rechtsgebied doen toenemen.

+

+ +

Het wetsvoorstel moest natuurlijk bepalen door welke magistraat het ambt van onderzoeksrechter uitgeoefend zou worden in de vervolgingen die hun beslag zouden moeten krijgen voor de arbeidsrechtbank zitting houdend in strafzaken. Artikel 5 van het voorstel wijzigt te dien einde artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek, door invoeging van het volgende lid :

"De door de Koning krachtens artikel 79 aangewezen onderzoeksrechters oefenen, in voorkomend geval, hun ambt uit bij de raadkamer van de arbeidsrechtbank, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 127 tot 136 van het Wetboek van Strafvordering".

Onderzoeksrechters zijn rechters in de rechtbank van eerste aanleg. Zij worden door de Koning aangewezen om het ambt van onderzoeksmagistraat uit te oefenen in de rechtbank waartoe zij behoren (artikel 79 van het Gerechtelijk Wetboek).

.../...

Het wetsvoorstel strekt ertoe die onderzoeksrechters het ambt van onderzoeksmagistraat te doen uitoefenen in een andere rechtbank dan die waarin zij benoemd zijn. In de toelichting wordt verduidelijkt dat de onderzoeksrechter wiens ambt aldus ruimer zal zijn geworden, "op de terechtzitting van de raadkamer van de arbeidsrechtbank aan het gezag van die rechtbank onderworpen is".

Die regeling is niet in overeenstemming met artikel 100 van de Grondwet betreffende de onafzetbaarheid van de rechters, waarvan het derde lid luidt : "De overplaatsing van een rechter kan niet geschieden dan door een nieuwe benoeming en met zijn toestemming".

Telkens wanneer het er om ging een rechter van een rechtbank de mogelijkheid te bieden een ambt te vervullen in een andere rechtbank, heeft de wet bepaald dat er benoeming door de Koning nodig was. Zo bepaalt artikel 100, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970 : "De Koning kan een rechter in de rechtbank van eerste aanleg benoemen om het ambt van rechter in de rechtbank van koophandel waar te nemen wanneer de enige titularis van laatstgenoemde rechtbank verhinderd is". Die tekst stamt uit een amendement van volksvertegenwoordiger CHARPENTIER (1), dat enkel voorzag in een aanwijziging door de Koning. In de Commissie voor de Justitie van de Kamer heeft de koninklijke commissaris er namelijk op gewezen "dat de tekst het woord "aanwijzen" gebruikt, terwijl een magistraat van de zetel dienst "benoemd" te worden. Het betreft hier immers een ambt waarvan de titularissen principieel onafzetbaar zijn" (2).

.../...

(1) Kamer, 1969-1970, Gedr. St., nr 637-4.

(2) Verslag namens de Commissie voor de Justitie uitgebracht door de heer BAUDSON, Kamer, 1969-1970, Gedr. St., nr 637-8, blz. 6.

Anders dan het geval is met een bepaling die een magistraat met specifieke tijdelijke ambtsverrichtingen belast in de rechtbank waartoe hij behoort, dient de benoeming in een ander gerecht te geschieden voor het leven en met de instemming van de betrokkene.

De regeling van het voorstel, die de Koning toestaat een rechter die behoort tot een bepaald gerecht voor een beperkte periode aan te wijzen om ambtsverrichtingen uit te oefenen bij een ander gerecht, is bijgevolg strijdig met artikel 100 van de Grondwet. Het Gerechtelijk Wetboek (artikelen 98 en 99) kent een regeling waarbij aan een rechter van een rechtbank een tijdelijke opdracht wordt verleend in een andere rechtbank; maar de beslissing berust in dat geval bij een rechterlijke overheid en zij wordt niet genomen dan met de instemming van de betrokken rechter.

+

+

+

Het wetsvoorstel richt bij het Arbeidshof een "kamer van inbeschuldigingstelling" op. Dit volgt onder meer uit artikel 58 van het voorstel, dat artikel 218 van het Wetboek van Strafvordering wijzigt (zie ook de wijziging die door hetzelfde artikel 218 aangebracht wordt in de artikelen 408, 429, 432 en 435 van het Wetboek van Strafvordering). Het voorstel zegt evenwel niets over de samenstelling van die kamer van het Arbeidshof. Die kamer zou dus volgens artikel 104 van het Gerechtelijk Wetboek, zelfs na de wijziging die artikel 6 van het voorstel daarin aanbrengt, moeten bestaan uit een raadsheer in het Arbeidshof, bijgestaan door twee of vier raadsheren in sociale zaken. Maar er is geen enkel gegeven voorhanden om het juiste aantal raadsheren in sociale zaken vast

.../...

te stellen, noch om te zeggen in welke hoedanigheid (werkgever, bediende, arbeider, zelfstandige) zij benoemd zouden moeten zijn. Nochtans, tenzij men veronderstelt dat er in elk Arbeidshof verscheidene kamers van inbeschuldigingstelling zijn, brengt het tweede lid van artikel 218 van het Wetboek van Strafvordering noodzakelijkerwijs mee dat de kamer van inbeschuldigingstelling niet mag opgaan in de kamer die kennis moet nemen van hoger beroep in correctionele zaken.

Voor zover er thans geen enkele misdaad bestaat die zou kunnen voortvloeien uit de schending van het sociaal recht en die niet tegelijk een misdaad van gemeen recht zou opleveren, lijkt de benaming "kamer van inbeschuldigingstelling" bezwaarlijk te verantwoorden. De enige bevoegdheid die thans daadwerkelijk zou kunnen worden uitgeoefend door dit gerecht, zou de bevoegdheid zijn om kennis te nemen van hogere beroepen tegen beschikkingen van de raadkamer.

+

Voor het geval bepaalde overtredingen van het arbeidsrecht of het sociale-zekerheidsrecht in de toekomst het karakter van misdaad zouden kunnen aannemen moge hier, wat betreft het vonnisgerecht inzake misdaden, verwezen worden naar de laatste opmerking onder III hierboven (Omschrijving van de bevoegdheid te verlenen aan de arbeidsgerechten zitting houdend in strafzaken).

.../...

V. Procedurevragen.

Volgens het gemeen recht hoort bij elke categorie van misdrijven het gerecht dat de grondwetgever en de wetgever daartoe geschikt hebben geacht : voor misdaden is dat het Hof van assisen, voor wanbedrijven de correctionele rechtbank, voor overtredingen de politierechtbank.

Verscheidene bepalingen van het voorstel onderstellen - zoals reeds eerder is opgemerkt - dat in de aangelegenheden die in beginsel tot de bevoegdheid van de arbeidsgerechten behoren, bepaalde feiten in de toekomst zouden kunnen worden bestraft met criminele straffen. In dergelijk geval zou in beginsel het Hof van assisen, als vonnisgerecht, bevoegd zijn. Die misdrijven zouden evenwel voor de arbeidsgerechten kunnen worden gebracht als er toepassing zou worden gegeven aan artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 houdende toekenning aan de hoven en rechtbanken van de beoordeling van de verzachtende omstandigheden.

Wat betreft de wanbedrijven - waaraan, zoals zoëven is opgemerkt, de misdaden moeten worden toegevoegd die door de onderzoeksgerechten naar de correctionele rechtbank zijn verwezen - en de overtredingen brengt het voorstel als nieuwigheid dat het deze en gene aan de arbeidsgerechten onderwerpt, op de ene voorwaarde dat de aangelegenheid tot de bevoegdheid van die gerechten behoort.

De techniek die het wetsvoorstel daartoe gebruikt is evenwel niet onberispelijk. Niet alleen geven sommige opschriften te kennen dat de arbeidsrechtbank zich in twee afzonderlijke

.../...

gerechten zou splitsen, maar de werkwijze die erin bestaat in de bepalingen van het Wetboek van Strafvordering die onderscheidenlijk betrekking hebben op de politierechtbank en op de correctionele rechtbank, een aantal wijzigingen in te voegen die ertoe strekken de arbeidsrechtbank nu eens te onderwerpen aan de regels die toepassing vinden in de politierechtbank, dan weer aan de regels die gelden in de correctionele rechtbank, lijkt tot onnodige verwikkelingen te leiden. Zij komt er immers op neer de arbeidsrechtbank die zitting houdt in strafzaken te onderwerpen aan procedureregels die verschillen volgens de aard van de uit te spreken straf. Als men bedenkt dat de bevoegdheid van de politierechtbank in ruime mate is uitgebreid tot de wanbedrijven zonder dat de in dit gerecht geldende procedureregels gewijzigd werden, lijkt het niet noodzakelijk de arbeidsrechtbank te onderwerpen aan regels die verschillen naar de aard van het misdrijf. Tenzij de indieners van het wetsvoorstel het volstrekt nodig mochten achten de arbeidsrechtbank te onderwerpen aan bepaalde procedure-regels die eigen zijn aan de politierechtbank, zou kunnen worden volstaan met een aanvulling van de procedurebepalingen die toepassing vinden op de correctionele rechtbank; die bepalingen zouden toepasselijk zijn op de arbeidsrechtbank, ongeacht of zij een wanbedrijf of een gewone overtreding voorgelegd krijgt.

+

+

+

Behalve in het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van Strafvordering, brengt het wetsvoorstel alleen wijzigingen aan in de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis. En daarbij verzuimt het nog in artikel 19 van laatstgenoemde wet een wijziging aan te brengen die nochtans nodig lijkt te zijn ingevolge de wijziging die door artikel 64 van het voorstel wordt aangebracht in artikel 7 van die wet.

.../...

Vooral echter blijkt dat de indieners van het voorstel zich niet hebben bekommerd om de terugslag van de door hen beoogde hervorming op verschillende andere wetgevingen inzake strafrecht en strafrechtspleging. Gedacht wordt met name aan de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, aan de wet van 15 juni 1899 houdende Titel I van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger, aan het koninklijk besluit nr 236 van 20 januari 1936 tot vereenvoudiging van sommige vormen van de strafvordering ten opzichte van de gedetineerden, aan de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, en aan de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontenmisdadigers.

+

+

+

Artikel 67 van het voorstel wil een regeling treffen voor de toepassing van de nieuwe bepalingen op de procedures die aan de gang zijn op het tijdstip dat de nieuwe wet in werking treedt.

Artikel 3 van het Gerechtelijk Wetboek luidt : "De wetten op de rechterlijke organisatie, de bevoegdheid en de rechtspleging zijn van toepassing op de hangende rechtsgedingen, zonder dat die worden onttrokken aan de instantie van het gerecht waarvoor zij op geldige wijze aanhangig zijn, en behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald".

.../...

Dit artikel vindt, in beginsel, toepassing op de rechtspleging in strafzaken, aangezien artikel 2 van hetzelfde Wetboek luidt : "De in dit wetboek gestelde regels zijn van toepassing op alle rechtsplegingen, behoudens wanneer deze geregeld worden door niet uitdrukkelijk opgeheven wetsbepalingen of door rechtsbeginselen, waarvan de toepassing niet verenigbaar is met de toepassing van de bepalingen van dit wetboek".

Artikel 67 van het voorstel wijkt af van de regel van artikel 3 van het Gerechtelijk Wetboek. De uitdrukking "de zaken ... die bij de onderzoeksgerechten en de vonnisgerechten van de correctionele rechtbanken en de hoven van beroep, alsmede bij de politierechtbanken aanhangig zijn" is evenwel dubbelzinning. Zolang de "zaak" niet is berecht, is ze bij de rechtbank "aanhangig". Wat gebeurt er als de sluiting van de debatten is uitgesproken vóór de datum waarop de nieuwe wet in werking treedt en het vonnis op die datum evenwel nog niet is uitgesproken ?

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : H. ROUSSEAU,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. KNAEPEN,
A. VANWELKENHUYZEN,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

R. PIRSON,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. RIGAUX,

Madame : R. DEPOY,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE, pré-
sident de chambre.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Le rapport a été présenté
par M. J. FORTPIED, premier audi-
teur.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J. FORTPIED, eerste au-
diteur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

H. ROUSSEAU.